

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/41637]

20 MAI 2021. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, signé à Bruxelles le 19 octobre 2018

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, signé à Bruxelles le 19 octobre 2018, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 mai 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN den BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—  
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2020-2021

A-302/1 Projet d'ordonnance

A-302/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du mercredi 12 mai 2021.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/41637]

20 MEI 2021. — Ordonnantie houdende instemming met de Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Singapore, anderzijds, gedaan te Brussel op 19 oktober 2018

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Singapore, anderzijds, gedaan te Brussel op 19 oktober 2018, zal volkomen gevold hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 mei 2021.

De Minister-Président van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN den BRANDT

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brussels Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2020-2021

A-302/1 Ontwerp van ordonnantie

A-302/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van woensdag 12 mei 2021

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/41636]

20 MAI 2021. — Ordonnance transposant partiellement la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et transposant partiellement la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Section 1<sup>re</sup>. — *Dispositions introductives*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente ordonnance prévoit la transposition partielle de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive (UE) 2018/958 du Parlement

## GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2021/41636]

20 MEI 2021. — Ordonnantie tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en tot gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheids-beoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

*Afdeling 1.* — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze ordonnantie voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en van Richtlijn (EU) 2018/958 van 28 juni 2018 van het Europees

européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Dans la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° « profession réglementée » : une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées ; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue notamment une modalité d'exercice. Lorsque la définition précédente n'est pas d'application, la profession visée au paragraphe 2 est assimilée à une profession réglementée ;

2° « qualifications professionnelles » : les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétence visée à l'article 22, 1° a) ou une expérience professionnelle ;

3° « titre de formation » : les diplômes, certificats et autres titres délivrés par une autorité d'un État membre désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre et sanctionnant une formation professionnelle acquise principalement dans l'Union européenne. Lorsque la définition précédente n'est pas d'application, le titre de formation visé au paragraphe 3 est assimilé à un titre de formation ;

4° « autorité compétente » : toute autorité ou instance habilitée par un État membre à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions visées dans la présente ordonnance ;

5° « formation réglementée » : toute formation qui vise spécifiquement l'exercice d'une profession déterminée et qui consiste en un cycle d'études complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle. La structure et le niveau de la formation professionnelle, du stage professionnel ou de la pratique professionnelle sont déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'État membre en question ou font l'objet d'un contrôle ou d'une reconnaissance par l'autorité désignée à cet effet ;

6° « expérience professionnelle » : l'exercice effectif et licite à temps plein ou à temps partiel assimilé à temps plein de la profession concernée dans un État membre ;

7° « stage d'adaptation » : l'exercice d'une profession réglementée qui est effectué dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale sous la responsabilité d'un professionnel qualifié de la profession en question et qui est accompagné éventuellement d'une formation complémentaire. Le stage fait l'objet d'une évaluation. Les modalités du stage d'adaptation et de son évaluation ainsi que le statut du stagiaire migrant sont déterminés par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune ;

8° « épreuve d'aptitude » : un contrôle des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles du demandeur, qui est effectué ou reconnu par les autorités compétentes de la Commission communautaire commune et qui a pour but d'apprécier l'aptitude du demandeur à exercer une profession réglementée en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Pour permettre ce contrôle, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune établissent une liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise par la Commission communautaire commune et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou le ou les titres de formation dont le demandeur dispose.

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'État membre d'origine ou de provenance. L'épreuve porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste et dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer la profession en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable aux activités concernées.

Les modalités de l'épreuve d'aptitude ainsi que le statut dont jouit le demandeur qui souhaite se préparer à l'épreuve d'aptitude sont déterminés par les autorités compétentes de la Commission communautaire commune ;

Parlement en de Raad betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen.

**Art. 3. § 1.** In deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° « gereguleerd beroep » : een beroepswerkzaamheid of een geheel van beroepswerkzaamheden waartoe de toegang of waarvan de uitoefening of een van de wijzen van uitoefening krachtens wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties ; met name het voeren van een beroepstitel die door wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen beperkt is tot personen die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, geldt als een wijze van uitoefening. Als de voormelde definitie niet van toepassing is, wordt het beroep, vermeld in paragraaf 2, met een gereguleerd beroep gelijkgesteld ;

2° « beroepskwalificaties » : de kwalificaties die worden gestaafd door een opleidingstitel, een bekwaamheidsattest als vermeld in artikel 22, 1°, a), en/of beroepservaring ;

3° « opleidingstitel » : een diploma dat, een certificaat dat of een andere titel die door een volgens de wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen van een lidstaat aangewezen autoriteit is afgegeven ter afsluiting van een overwegend in de Europese Unie gevolgde beroepsopleiding. Als de voormelde definitie niet van toepassing is, wordt de opleidingstitel, vermeld in paragraaf 3, met een opleidingstitel gelijkgesteld ;

4° « bevoegde autoriteit » : elke door de lidstaten gemachtigde autoriteit of instelling die bevoegd is bewijsstukken van een opleiding en andere documenten of informatie af te geven, respectievelijk aan te nemen, alsook aanvragen te ontvangen en besluiten te nemen als vermeld in deze ordonnantie ;

5° « gereguleerde opleiding » : elke opleiding die specifiek op de uitoefening van een bepaald beroep gericht is en die uit een studiecycclus bestaat die eventueel met een beroepsopleiding, een beroepsstage of praktijkervaring wordt aangevuld. De structuur en het niveau van de beroepsopleiding, de beroepsstage of de praktijkervaring worden in wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaat in kwestie vastgesteld of door een daarvoor aangewezen autoriteit gecontroleerd of erkend ;

6° « beroepservaring » : de daadwerkelijke en geoorloofde voltijdse of gelijkwaardige deeltijdse uitoefening van het beroep in kwestie in een lidstaat ;

7° « aanpassingsstage » : de uitoefening van een gereguleerd beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad onder verantwoordelijkheid van een gekwalificeerde beoefenaar van het beroep in kwestie, eventueel gekoppeld aan een aanvullende opleiding. De stage wordt beoordeeld. De nadere regels voor de aanpassingsstage en de beoordeling, alsook de status van de migrerende stagiair worden door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vastgesteld ;

8° « proeve van bekwaamheid » : een controle van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties van de aanvrager, die door de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt verricht of erkend en die tot doel heeft te beoordelen of de aanvrager de bekwaamheid bezit om in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad een gereguleerd beroep uit te oefenen.

Voor deze controle stellen de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op basis van een vergelijking tussen de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft gevolgd, een lijst op van de vakgebieden die niet bestreken worden door het diploma of de andere opleidingstitel(s) waarover de aanvrager beschikt.

Bij de proeve van bekwaamheid wordt in aanmerking genomen dat de aanvrager in de lidstaat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan en waarvan de kennis een wezenlijke voorwaarde is om het beroep in kwestie in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad te kunnen uitoefenen.

Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die op de activiteiten in kwestie van toepassing is.

De nadere regelingen voor de proeve van bekwaamheid, alsook de status die de aanvrager die zich op de proeve van bekwaamheid wil voorbereiden, heeft, worden vastgesteld door de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ;

9° « dirigeant d'entreprise » : toute personne ayant exercé dans une entreprise de la branche professionnelle correspondante une des fonctions suivantes :

- a) la fonction de dirigeant d'une entreprise ou d'une succursale ;
- b) la fonction d'adjoint au propriétaire ou au dirigeant d'une entreprise si cette fonction implique une responsabilité correspondant à celle du propriétaire ou du dirigeant représenté ;
- c) la fonction de cadre supérieur chargé de tâches commerciales ou techniques et responsable d'un ou de plusieurs services de l'entreprise ;

10° « autorité compétente de la Commission communautaire commune » : l'autorité ou l'instance qui, en région bilingue de Bruxelles-Capitale, est compétente à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions telles que visées à la présente ordonnance ;

11° « directive » : la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

12° « État membre » : un État membre de l'Union européenne ainsi que les autres États auxquels s'applique la directive ;

13° « État membre d'origine » : l'État membre où le demandeur a acquis ses qualifications professionnelles ;

14° « État membre d'établissement » : l'État membre où le prestataire de services est légalement établi ;

15° « État membre d'accueil » : l'État membre qui subordonne l'accès à une profession réglementée ou son exercice, sur son territoire, à la possession de qualifications professionnelles déterminées ;

16° « pays tiers » : un État auquel la directive ne s'applique pas ;

17° « demandeur » : le ressortissant d'un État membre qui a obtenu ses qualifications professionnelles dans un État membre autre que la Belgique ou le ressortissant d'un pays tiers qui, sur la base d'une autre directive, entre dans le champ d'application de la directive, et qui demande la reconnaissance de ses qualifications en vue de l'exercice d'une profession réglementée en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

18° « stage professionnel » : une période d'exercice professionnel effectuée sous supervision pour autant qu'elle constitue une condition de l'accès à une profession réglementée et qui peut avoir lieu au cours ou à l'issue d'un enseignement débouchant sur un diplôme ;

19° « carte professionnelle européenne » : un certificat électronique prouvant soit que le professionnel satisfait à toutes les conditions nécessaires pour fournir des services dans un État membre d'accueil de façon temporaire et occasionnelle, soit la reconnaissance de qualifications professionnelles pour l'établissement dans un État membre d'accueil ;

20° « apprentissage tout au long de la vie » : l'ensemble de l'enseignement général, de l'enseignement et de la formation professionnels, de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel entrepris pendant toute la vie, aboutissant à une amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences, ce qui peut inclure l'éthique professionnelle ;

21° « raisons impérieuses d'intérêt général » : les raisons reconnues comme telles par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, telles que la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des bénéficiaires de services et des travailleurs, la protection de la bonne administration de la justice, la garantie de la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude et la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales et la préservation de l'efficacité des contrôles fiscaux, la sécurité des transports, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la sauvegarde et la préservation du patrimoine historique et artistique national, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle ;

22° « système européen d'accumulation et de transfert de crédits ou crédits ECTS » : le système de transfert d'unités d'enseignement appliqué par le système européen d'enseignement supérieur ;

23° « IMI » : le système d'information du marché intérieur, visé au Règlement (UE) N° 1024/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur et abrogeant la décision 2008/49/CE de la Commission ;

24° « dossier IMI » : le dossier individuel du demandeur créé dans l'IMI ;

9° « bedrijfsleider » : eenieder die in een onderneming van de bedrijfstak in kwestie een van de volgende functies uitgeoefend heeft :

- a) bedrijfsleider of leider van een filiaal van een onderneming ;
- b) plaatsvervanger van de ondernemer of van de bedrijfsleider als die functie, wat verantwoordelijkheid betreft, met die van de vertegenwoordigde ondernemer of bedrijfsleider overeenstemt ;
- c) lid van het leidinggevend personeel, belast met commerciële of technische taken en verantwoordelijk voor een of meer afdelingen van de onderneming ;

10° « bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie » : de autoriteit of instelling die voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd is bewijsstukken van opleiding en andere documenten of informatie af te geven, respectievelijk aan te nemen, alsook aanvragen te ontvangen en besluiten te nemen als vermeld in deze ordonnantie ;

11° « richtlijn » : Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties ;

12° « lidstaat » : lidstaat van de Europese Unie, alsook de andere staten waarop de richtlijn van toepassing is ;

13° « lidstaat van oorsprong » : de lidstaat waar de aanvrager zijn beroepskwalificaties heeft verworven ;

14° « lidstaat van vestiging » : de lidstaat waar de dienstverrichter op wettige wijze is gevestigd ;

15° « ontvangende lidstaat » : de lidstaat die de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep op zijn grondgebied afhankelijk stelt van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties ;

16° « derde land » : een staat waarop de richtlijn niet van toepassing is ;

17° « aanvrager » : de onderdaan van een lidstaat die zijn beroepskwalificaties in een andere lidstaat dan België heeft verkregen, of de onderdaan van een derde land die op basis van een andere richtlijn onder het toepassingsgebied van de richtlijn valt, en die de erkenning van zijn beroepskwalificaties vraagt met het oog op de uitoefening van een gereguleerd beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad ;

18° « beroepsstage » : een periode van beroepsuitoefening onder toezicht als dat een voorwaarde voor de toegang tot een gereguleerd beroep vormt, die kan plaatsvinden tijdens of na afloop van een opleiding die leidt tot een diploma ;

19° « Europese beroepskaart » : een elektronisch certificaat dat wordt afgegeven om te bewijzen dat de beroepsbeoefenaar aan alle noodzakelijke voorwaarden voldoet om tijdelijk en incidenteel diensten te verrichten in een ontvangende lidstaat of om te bewijzen dat de beroepskwalificaties met het oog op vestiging in een ontvangende lidstaat erkend zijn ;

20° « een leven lang leren » : alle vormen van algemeen onderwijs, beroepsonderwijs en beroepsopleidingen, niet-formeel onderwijs en informeel leren die gedurende het hele leven plaatsvinden en die tot meer kennis, vaardigheden en competenties leiden, eventueel ook op het gebied van de beroepsethiek ;

21° « dwingende redenen van algemeen belang » : als zodanig in de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie erkende redenen, zoals de handhaving van het financiële evenwicht van het socialezekerheidsstelsel ; de bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers ; het waarborgen van een goede rechtsbedeling ; het waarborgen van de eerlijkheid van handelstransacties ; de bestrijding van fraude en het voorkomen van belastingontduiking en -ontwijking, en het waarborgen van de doeltreffendheid van het fiscale toezicht ; de veiligheid van het vervoer ; de bescherming van het milieu en het stedelijk milieu ; diergezondheid ; intellectuele eigendom ; de bescherming en instandhouding van het nationaal historisch en artistiek erfgoed ; doelstellingen van het sociaal beleid ; en doelstellingen van het cultuurbeleid ;

22° « Europees systeem voor de overdracht van studiepunten of ECTS-studiepunten » : het in het Europese hogeronderwijsstelsel gangbare studiepuntenoverdrachtsysteem ;

23° « IMI » : het informatiesysteem van de interne markt, vermeld in Verordening (EU) nr. 1024/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende de administratieve samenwerking via het informatiesysteem interne markt en tot intrekking van beschikking 2008/49/EG van de Commissie ;

24° « IMI-bestand » : het binnen het IMI aangemaakte individuele dossier van de aanvrager ;



25° « titre professionnel protégé » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'usage d'un titre dans une activité professionnelle ou un groupe d'activités professionnelles est subordonné, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession d'une qualification professionnelle déterminée, et dans le cadre de laquelle l'usage abusif d'un tel titre est passible de sanctions ;

26° « activités réservées » : une forme de réglementation d'une profession dans le cadre de laquelle l'accès à une activité professionnelle ou à un groupe d'activités professionnelles est réservé, directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, aux membres d'une profession réglementée détenteurs d'une qualification professionnelle déterminée, y compris lorsque l'activité est partagée avec d'autres professions réglementées ;

27° « Ministres » : le membre ou les Membres du Collège réuni compétent(s), selon le cas, pour la politique de la Santé ou de l'Aide aux personnes.

§ 2. Une profession exercée par les membres d'une des associations ou organisations visées à l'annexe 1re de la présente ordonnance est assimilée à une profession réglementée.

Les associations ou organisations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont notamment pour objet de promouvoir et de maintenir un niveau élevé dans le domaine professionnel en question. Elles bénéficient d'une reconnaissance spécifique par un État membre, délivrent à leurs membres un titre de formation, veillent à ce qu'ils respectent la déontologie qu'elles établissent et leur confèrent le droit de faire état d'un titre, d'une abréviation ou d'une qualité correspondant à ce titre de formation.

§ 3. Est assimilé à un titre de formation tout titre de formation délivré dans un pays tiers lorsque son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'État membre qui a reconnu ledit titre et lorsque l'État membre certifie cette expérience professionnelle.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque les autorités compétentes de la Commission communautaire commune subordonnent l'accès à une profession réglementée ou son exercice à la possession de qualifications professionnelles déterminées, la présente ordonnance établit les règles selon lesquelles, en application de la directive, elles reconnaissent, pour l'accès à cette profession et son exercice, les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres États membres et qui permettent au titulaire de ces qualifications d'exercer la même profession en la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

La présente ordonnance établit également les règles concernant l'accès partiel à une profession réglementée, la demande et la délivrance d'une carte professionnelle européenne et la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre.

La présente ordonnance établit également les règles applicables à un cadre commun pour la conduite des examens de proportionnalité des dispositions limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice, avant l'adoption de nouvelles dispositions législatives, réglementaires ou administratives ou la modification de telles dispositions existantes qui limitent l'accès à une profession réglementée ou l'exercice de celle-ci, ou l'une des modalités d'exercice de celle-ci, y compris l'usage d'un titre professionnel et les activités professionnelles autorisées sur le fondement de cette ordonnance et qui relèvent du champ d'application de la directive.

§ 2. Lorsque des exigences spécifiques concernant la réglementation d'une profession donnée sont établies dans un acte distinct de l'Union qui ne laisse pas aux États membres le choix de leur mode de transposition, les dispositions correspondantes du chapitre 6 ne s'appliquent pas.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice de la compétence de l'État fédéral, des Communautés et des Régions, la présente ordonnance s'applique à tout ressortissant d'un État membre ou d'un pays tiers qui, sur la base d'une autre directive, entre dans le champ d'application de la directive, y compris les membres des professions libérales voulant exercer une profession réglementée en région bilingue de Bruxelles-Capitale, soit à titre indépendant, soit à titre salarié, et qui ont acquis leurs qualifications professionnelles dans un autre État membre.

La présente ordonnance s'applique également aux ressortissants d'un État membre qui ont accompli un stage professionnel en dehors de la Belgique.

La région bilingue de Bruxelles-Capitale, dont cette ordonnance fait mention, se rapporte aux compétences de la Commission communautaire commune.

25° « beschermde beroepstitel » : een vorm van reglementering van een beroep waarbij het voeren van een titel in het kader van een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten uit hoofde van wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een specifieke beroepskwalificatie, en het onterecht voeren van die titel aanleiding geeft tot sancties ;

26° « voorbehouden activiteiten » : een vorm van reglementering van een beroep waarbij de toegang tot een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten uit hoofde van wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect wordt voorbehouden aan de beoefenaars van een gereguleerd beroep die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, ook wanneer de activiteit wordt gedeeld met andere gereguleerde beroepen ;

27° « Ministers » : het Lid of de Leden van het Verenigd College bevoegd voor, naargelang het geval, het beleid inzake Gezondheid of Bijstand aan Personen.

§ 2. Met een gereguleerd beroep wordt gelijkgesteld een beroep dat door de leden van een van de verenigingen of organisaties, vermeld in bijlage 1, die bij deze ordonnantie is gevoegd, wordt uitgeoefend.

De verenigingen of organisaties, vermeld in het eerste lid, hebben tot doel een hoog niveau in het beroepsgebied in kwestie te bevorderen en te handhaven. Ze genieten een specifieke erkenning door een lidstaat, geven aan hun leden een opleidingstitel af, onderwerpen hun leden aan beroepsregels die ze uitvaardigen, en geven hun het recht op een titel, afkorting of status die met de opleidingstitel overeenstemt.

§ 3. Met een opleidingstitel wordt gelijkgesteld elke opleidingstitel die afgegeven is in een derde land, als de houder ervan in het beroep in kwestie een beroepservaring van drie jaar heeft op het grondgebied van de lidstaat die de opleidingstitel in kwestie heeft erkend en als die lidstaat de beroepservaring bevestigt.

**Art. 4. § 1.** Als de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk stellen van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, stelt deze ordonnantie, in toepassing van de richtlijn, de regels vast volgens welke zij de in een andere lidstaat of andere lidstaten verworven beroepskwalificaties die de houder van die kwalificaties het recht verlenen er hetzelfde beroep uit te oefenen, erkennen voor de toegang tot en de uitoefening van dit beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Deze ordonnantie stelt eveneens de regels vast betreffende de gedeeltelijke toegang tot een gereguleerd beroep, de aanvraag en aflevering van een Europese beroepskaart en de erkenning van beroepsstages volbracht in een andere lidstaat.

Deze ordonnantie stelt eveneens de regels vast voor een gemeenschappelijk kader over het uitvoeren van evenredigheidsbeoordelingen van bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen beperken, voorafgaand aan de invoering van nieuwe of aan de wijziging van bestaande wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen die de toegang tot of de uitoefening, dan wel één van de wijzen van uitoefening, van een gereguleerd beroep beperken, met inbegrip van het voeren van beroepstitels en de beroepsactiviteiten die een dergelijke titel toelaten, en die vallen binnen het toepassingsgebied van deze ordonnantie en van de richtlijn.

§ 2. Wanneer specifieke vereisten betreffende de reglementering van een bepaald beroep zijn vastgelegd in een afzonderlijke handeling van de Unie die de lidstaten geen keuze laat ten aanzien van de precieze wijze waarop deze vereisten moeten worden omgezet in nationaal recht, zijn de overeenkomstige bepalingen uit hoofdstuk 6 niet van toepassing.

**Art. 5. § 1.** Onverminderd de bevoegdheid van de federale staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, is deze ordonnantie van toepassing op de onderdanen van een lidstaat die, of de onderdanen van een derde land die op basis van een andere richtlijn onder het toepassingsgebied van de richtlijn vallen, met inbegrip van beoefenaars van de vrije beroepen, die een gereguleerd beroep willen uitoefenen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, hetzij als zelfstandige, hetzij als werknemer, en die in een andere lidstaat hun beroepskwalificaties hebben verworven.

Deze ordonnantie is ook van toepassing op de onderdanen van een lidstaat die een beroepsstage buiten België hebben volbracht.

Het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad waarvan deze ordonnantie melding maakt, heeft betrekking op de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 2. La présente ordonnance s'applique aux professions réglementées pour lesquelles la Commission communautaire commune est compétente sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 3.

§ 3. Lorsque, pour une profession réglementée déterminée, d'autres dispositions spécifiques concernant directement la reconnaissance de qualifications professionnelles sont prévues dans un instrument distinct du droit communautaire ou un instrument de la Commission communautaire commune, les dispositions correspondantes de la présente ordonnance ne s'appliquent pas.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La reconnaissance des qualifications professionnelles par les autorités compétentes de la Commission communautaire commune permet aux bénéficiaires d'accéder à la même profession que celle pour laquelle ils sont qualifiés dans un autre État membre et de l'y exercer dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux ressortissants belges.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'accès partiel à une profession dans l'État membre d'accueil est accordé sous les conditions fixées à l'article 14.

§ 2. Aux fins de l'application de la présente ordonnance, la profession que veut exercer le demandeur en région bilingue de Bruxelles-Capitale est la même que celle pour laquelle il est qualifié dans son État membre d'origine, si les activités couvertes sont comparables.

#### Section 2. — Carte professionnelle européenne

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Demande d'une carte professionnelle européenne pour l'exercice d'une activité professionnelle dans un autre État membre

**Art. 7.** Lorsque la Commission européenne a introduit par le biais d'un acte d'exécution adopté au titre de l'article 4bis, alinéa 7 de la directive, la carte professionnelle européenne pour une profession particulière, réglementée en la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et en a précisé les conditions, le titulaire de la qualification professionnelle concernée qui veut exercer cette profession dans un autre État membre peut choisir l'une des possibilités suivantes :

1° demander la reconnaissance de cette qualification professionnelle dans l'État membre d'accueil ;

2° demander à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune la délivrance d'une carte professionnelle européenne pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que les services qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques ;

3° introduire auprès de l'État membre d'accueil une demande de délivrance de carte professionnelle européenne pour l'établissement et la prestation temporaire et occasionnelle de services susceptibles d'avoir des implications en matière de santé ou de sécurité publiques.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le titulaire d'une qualification professionnelle souhaitant exercer une activité professionnelle dans d'autres États membres peut déposer sa demande de carte professionnelle européenne par l'intermédiaire de l'outil en ligne fourni par la Commission européenne qui crée automatiquement un dossier IMI pour le demandeur concerné.

Le demandeur accompagne sa demande de tous les documents requis par les actes d'exécution adoptés par la Commission européenne en vertu de l'article 4bis, alinéa 7, de la directive.

§ 2. Dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune accuse réception de la demande et informe le demandeur de tout document manquant.

L'autorité compétente de la Commission communautaire commune délivre, le cas échéant, tout certificat justificatif requis en application de la présente ordonnance ou par les actes d'exécution adoptés par la Commission européenne en conformité avec l'article 4bis, alinéa 7, de la directive. Elle vérifie également si le demandeur est légalement établi en Belgique et si tous les documents nécessaires pour l'établissement d'une carte professionnelle européenne qui ont été délivrés, sont valides et authentiques. En cas de doutes dûment justifiés, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune consulte l'organisme ayant délivré les documents. Elle peut également demander au demandeur de fournir des copies certifiées conformes des documents.

En cas de multiples demandes déposées par le même demandeur, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune ne peut plus exiger du demandeur qu'il fournisse une nouvelle fois des documents qui sont déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables.

§ 3. Les frais de procédure administrative pour la délivrance d'une carte professionnelle européenne pouvant être réclamés par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune au

§ 2. Deze ordonnantie is van toepassing op de geregelende beroepen waarvoor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd is onder voorbehoud van paragraaf 3.

§ 3. Als voor een bepaald geregelend beroep in een afzonderlijk communautair rechtsinstrument of in een rechtsinstrument van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een andere specifieke regeling die in rechtstreeks verband staat met de erkenning van beroepskwalificaties, is vastgesteld, zijn de overeenkomstige bepalingen van deze ordonnantie niet van toepassing.

**Art. 6.** § 1. Erkenning van de beroepskwalificaties door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geeft de begunstigde toegang tot hetzelfde beroep als dat waarvoor ze in een andere lidstaat de kwalificaties bezitten en stelt hen in staat dat beroep uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als die welke voor de Belgische onderdanen gelden.

In afwijking van het eerste lid wordt gedeeltelijke toegang tot een beroep in de ontvangende lidstaat verleend onder de voorwaarden, vermeld in artikel 14.

§ 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie is het beroep dat de aanvrager in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad wil uitoefenen, hetzelfde als dat waarvoor hij in de lidstaat van oorsprong de kwalificaties bezit, als daaronder vergelijkbare werkzaamheden vallen.

#### Afdeling 2. — Europese beroepskaart

Onderafdeling 1. — Aanvraag van een Europese beroepskaart voor de uitoefening van een beroepsactiviteit in een andere lidstaat

**Art. 7.** Als de Europese Commissie voor een bepaald beroep, geregelend in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, een Europese beroepskaart heeft ingevoerd met een uitvoeringshandeling die krachtens artikel 4bis, lid 7, van de richtlijn is vastgesteld, en ze er de voorwaarden van heeft bepaald, heeft de houder van de beroepskwalificatie die dat beroep in een andere lidstaat wil uitoefenen, een van de volgende mogelijkheden :

1° de erkenning van de beroepskwalificatie aanvragen in de ontvangende lidstaat ;

2° aan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vragen om een Europese beroepskaart af te leveren voor wat betreft het tijdelijk en incidenteel verrichten van andere diensten dan de diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid ;

3° bij de ontvangende lidstaat een verzoek tot aflevering van een Europese beroepskaart indienen voor wat betreft de vestiging en het tijdelijk en incidenteel verrichten van diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid.

**Art. 8.** § 1. De houder van een beroepskwalificatie die een beroepsactiviteit in een andere lidstaat wil uitoefenen, kan zijn aanvraag van een Europese beroepskaart indienen met het door de Europese Commissie ter beschikking gestelde online-instrument, dat voor de betrokken aanvrager automatisch een IMI-bestand aanmaakt.

De aanvrager ondersteunt zijn aanvraag met alle documenten die zijn voorgeschreven in de door de Europese Commissie genomen uitvoeringshandelingen krachtens artikel 4bis, lid 7, van de richtlijn.

§ 2. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevestigt binnen een week na de ontvangst van de aanvraag dat ze de aanvraag heeft ontvangen en deelt de aanvrager mee welke documenten ontbreken.

De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verstrekt in voorkomend geval alle attesten die nodig zijn met toepassing van deze ordonnantie of volgens de door de Europese Commissie krachtens artikel 4bis, lid 7, van de richtlijn genomen uitvoeringshandelingen. Ze gaat ook na of de aanvrager wettig gevestigd is in België en of alle benodigde documenten die voor de opmaak van een Europese beroepskaart zijn afgeleverd, geldig en authentiek zijn. Als daarover gegronde twijfel bestaat, raadpleegt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie het orgaan dat de documenten heeft afgeleverd en kan ze de aanvrager verzoeken de eensluidend verklaarde afschriften van de documenten voor te leggen.

Als dezelfde aanvrager verschillende aanvragen indient, mag de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geen nieuwe indiening vragen van documenten die al in het IMI-bestand zijn opgenomen en nog steeds geldig zijn.

§ 3. De kosten van de administratieve procedure voor de afgifte van een Europese beroepskaart die de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan aanrekenen, zijn redelijk,

demandeur, sont raisonnables, proportionnés et en adéquation avec les coûts occasionnés pour les États membres d'origine et pour la Commission communautaire commune et ne doivent pas dissuader de demander une carte professionnelle européenne.

§ 4. Les cartes professionnelles européennes délivrées par les autorités compétentes de l'État fédéral ou d'autres entités fédérées en Belgique sont reconnues en la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Sous-section 2. — Délivrance d'une carte professionnelle européenne pour l'exercice d'une activité professionnelle dans un autre État membre

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la carte professionnelle européenne est demandée à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune, lorsque la Belgique est l'État membre d'origine, et lorsque la demande porte sur la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, visés à l'article 18, § 5, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune délivre, après vérification de la demande et des documents justificatifs y afférents, la carte professionnelle européenne dans un délai de trois semaines prenant cours à un des moments suivants :

1° soit, à compter de la réception des documents manquants visés à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> ;

2° soit, lorsqu'aucun document supplémentaire n'a été demandé, à l'expiration du délai d'une semaine suivant la réception de la demande visée à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

L'autorité compétente de la Commission communautaire commune transmet ensuite immédiatement la carte professionnelle européenne aux autorités compétentes de tous les États membres d'accueil concernés. Elle en informe le demandeur.

La carte professionnelle européenne remplace dans ce cas pendant 18 mois à compter de sa délivrance la déclaration qui est demandée, le cas échéant, en application de l'article 18.

§ 2. Le titulaire d'une carte professionnelle européenne délivrée par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, visés à l'article 18, § 5, désireux de fournir des services dans des États membres autres que ceux initialement mentionnés dans sa demande, peut introduire une demande en vue d'une telle extension à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune. Le titulaire d'une carte professionnelle européenne désireux de continuer à fournir des services au-delà de la période initiale de dix-huit mois, en informe l'autorité compétente de la Commission communautaire commune. Il fournit dans les deux cas également toute information sur les changements substantiels de la situation attestée dans le dossier IMI qui est requise par l'autorité de la Commission communautaire commune, conformément à l'acte d'exécution, adopté au titre de l'article 4bis, paragraphe 7 de la directive.

L'autorité compétente de la Commission communautaire commune transmet la carte professionnelle européenne mise à jour aux États membres d'accueil concernés.

§ 3. La carte professionnelle européenne délivrée par l'autorité compétente d'un autre État membre comme État membre d'origine, pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, visés à l'article 18, § 5, reste valable tant que son titulaire conserve le droit d'exercer sur la base des documents et des informations contenus dans le dossier IMI.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la carte professionnelle européenne porte sur l'établissement ou la prestation temporaire et occasionnelle de services qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, visés à l'article 18, § 5, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune, s'acquitte, lorsque la Belgique est l'État membre d'origine, de toutes les mesures préparatoires concernant le dossier IMI.

Elle vérifie en particulier l'authenticité et la validité des documents justificatifs figurant dans le dossier IMI, dans un délai d'un mois prenant cours à un des moments suivants :

1° soit, à compter de la réception des documents manquants, visés à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> ;

2° soit, lorsqu'aucun document supplémentaire n'a été demandé, à l'expiration du délai d'une semaine suivant la réception de la demande visée à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

evenredig en in verhouding met de door de lidstaten van oorsprong en de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie gemaakte kosten en mogen de aanvraag van een Europese beroepskaart niet ontmoedigen.

§ 4. De Europese beroepskaarten afgegeven door bevoegde autoriteiten van de federale overheid of andere gefedereerde entiteiten in België worden erkend in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Onderafdeling 2. — Afgifte van een Europese beroepskaart voor de uitoefening van een beroepsactiviteit in een andere lidstaat

**Art. 9.** § 1. Als de Europese beroepskaart aangevraagd wordt aan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als België de lidstaat van oorsprong is, en als de aanvraag betrekking heeft op het tijdelijk en incidenteel verrichten van andere diensten dan de diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, vermeld in artikel 18, § 5, dan levert de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, na controle van de aanvraag en de bijbehorende bewijsstukken, de Europese beroepskaart af binnen een termijn van drie weken die aanvangt op een van de volgende momenten :

1° vanaf de ontvangst van de ontbrekende documenten, vermeld in artikel 8, § 2, eerste lid ;

2° bij het verlopen van de termijn van een week die volgt op de ontvangst van de aanvraag, vermeld in artikel 8, § 2, eerste lid, als er geen bijkomende documenten waren vereist.

De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie stuurt de Europese beroepskaart vervolgens onmiddellijk naar de bevoegde autoriteit van alle betrokken ontvangende lidstaten. Ze brengt de aanvrager daarvan op de hoogte.

De Europese beroepskaart vervangt in dat geval gedurende 18 maanden vanaf de afgifte ervan de verklaring die in voorkomend geval wordt gevraagd met toepassing van artikel 18.

§ 2. De houder van een Europese beroepskaart die is uitgereikt door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het tijdelijk en incidenteel verrichten van andere diensten dan de diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, vermeld in artikel 18, § 5, die diensten wil verrichten in andere lidstaten dan de lidstaten die vermeld zijn in zijn oorspronkelijke aanvraag, kan een aanvraag voor een dergelijke uitbreiding indienen bij de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De houder van een Europese beroepskaart die diensten wil blijven verrichten na de oorspronkelijke periode van achttien maanden, brengt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie daarvan op de hoogte. In beide gevallen verschaft hij ook alle informatie die volgens de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vereist is, met toepassing van de uitvoeringshandeling, aangenomen door de Europese Commissie krachtens artikel 4bis, lid 7, van de richtlijn, over wezenlijke veranderingen in de situatie die is vastgelegd in het IMI-bestand.

De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie stuurt de geactualiseerde Europese beroepskaart naar de betrokken ontvangende lidstaten.

§ 3. De Europese beroepskaart die uitgereikt wordt door de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat als lidstaat van oorsprong voor het tijdelijk en incidenteel verrichten van andere diensten dan de diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, vermeld in artikel 18, § 5, blijft geldig zolang de houder het recht behoudt om te werken op basis van de in het IMI-bestand opgeslagen documenten en informatie.

**Art. 10.** § 1. Als de Europese beroepskaart aangevraagd wordt aan de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat voor de vestiging of voor de tijdelijke of incidentele verrichting van diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, vermeld in artikel 18, § 5, voert de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als België de lidstaat van oorsprong is, alle voorbereidende stappen uit met betrekking tot het IMI-bestand.

Ze gaat in het bijzonder de geldigheid en de authenticiteit na van de documenten die ter staving opgenomen zijn in het IMI-bestand, binnen een termijn van een maand die aanvangt op een van de volgende momenten :

1° vanaf de ontvangst van de ontbrekende documenten, vermeld in artikel 8, § 2, eerste lid ;

2° bij het verlopen van de termijn van een week die volgt op de ontvangst van de aanvraag, vermeld in artikel 8, § 2, eerste lid, als er geen enkel bijkomend document werd gevraagd.



L'autorité compétente de la Commission communautaire commune transmet ensuite immédiatement la demande à l'autorité compétente de l'État membre d'accueil concerné et informe en même temps le demandeur de la situation de sa demande.

§ 2. Lorsque l'État membre d'accueil demande à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune de fournir des informations supplémentaires ou d'inclure une copie certifiée conforme d'un document, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune le transmet au plus tard dans les deux semaines de la demande.

Sous-section 3. — Examen d'une demande de carte professionnelle européenne en vue d'exercer une activité professionnelle en région bilingue de Bruxelles-Capitale

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le présent article s'applique aux cas où l'autorité compétente de la Commission communautaire commune reçoit de l'autorité compétente de l'État membre d'origine du titulaire de la qualification professionnelle, une demande de carte professionnelle aux fins d'établissement ou aux fins de l'exercice d'une activité de prestations de service à titre occasionnel ou temporaire qui a des implications sur la santé ou la sécurité publiques visés à l'article 18, § 5, en la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Dans les cas visés aux articles 26, 30 et 31, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune décide dans un délai d'un mois suivant la réception de la demande transmise par l'autorité compétente de l'État membre d'origine, s'il y a lieu ou non de délivrer la carte professionnelle européenne.

En cas de doutes dûment justifiés, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut demander à l'État membre d'origine de fournir des informations supplémentaires ou d'inclure une copie certifiée conforme d'un document.

§ 3. Lorsqu'une demande de carte professionnelle européenne vise la prestation temporaire et occasionnelle d'une activité ayant des implications pour la santé ou la sécurité publiques visée à l'article 18, § 5, ou pouvant faire l'objet de mesures de compensation conformément à l'article 25, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune décide de délivrer ou non la carte professionnelle ou de soumettre le demandeur à des mesures de compensation, dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande transmise par l'autorité compétente de l'État membre d'origine.

En cas de doutes dûment justifiés, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut demander à l'État membre d'origine de fournir des informations supplémentaires ou d'inclure une copie certifiée conforme d'un document.

§ 4. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut décider de prolonger de deux semaines les délais visés aux paragraphes 2 et 3. La décision est motivée. Elle est communiquée au demandeur. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut renouveler une fois cette première prolongation d'un délai complémentaire de deux semaines si ce renouvellement est strictement nécessaire pour des raisons de santé publique ou de sécurité des destinataires des services.

§ 5. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune ne peut demander l'accès qu'aux documents contenus dans le dossier IMI qui sont encore valables.

La demande d'informations supplémentaires ou d'une copie certifiée conforme de documents ne prolonge pas les délais dans lesquels l'autorité compétente de la Commission communautaire commune doit prendre sa décision conformément aux paragraphes 2 et 3.

L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut refuser de délivrer la carte professionnelle européenne si elle ne reçoit ni de l'État membre d'origine ni du demandeur les informations dont elle a besoin en vertu de cette ordonnance pour prendre un arrêté au sujet de la délivrance de la carte. Ce refus est dûment motivé.

§ 6. Si l'autorité compétente de la Commission communautaire commune ne prend pas de décision dans les délais prévus aux paragraphes 2 et 3, ou n'organise pas d'épreuve d'aptitude au sens de l'article 18, § 5, la carte professionnelle européenne est considérée comme délivrée et est envoyée automatiquement via l'IMI au titulaire d'une qualification professionnelle.

§ 7. Aux fins d'établissement, la délivrance d'une carte professionnelle européenne ne confère pas un droit automatique à l'exercice d'une profession donnée si des exigences en matière d'enregistrement ou d'autres procédures de contrôle sont déjà en place avant l'introduction d'une carte professionnelle européenne pour cette profession.

De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie stuurt vervolgens onmiddellijk de aanvraag door naar de bevoegde autoriteit van de betrokken ontvangende lidstaat en brengt op hetzelfde moment de aanvrager op de hoogte van de status van de aanvraag.

§ 2. Als de ontvangende lidstaat de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verzoekt om aanvullende informatie dan wel om het meesturen van een eensluitend verklaard afschrift van een document, dan verstrekt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dit binnen maximaal twee weken na het verzoek.

Onderafdeling 3 – Onderzoek van een aanvraag van een Europese beroepskaart met het oog op de uitoefening van een beroepsactiviteit in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad

**Art. 11.** § 1. Dit artikel is van toepassing op de gevallen waarbij de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong een aanvraag van een beroepskaart krijgt voor de vestiging of voor de tijdelijke of incidentele verrichting van diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, als vermeld in artikel 18, § 5, in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2. In de gevallen vermeld in de artikelen 26, 30 en 31, beslist de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen een termijn van een maand vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, bezorgd door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong, of ze de Europese beroepskaart gaat afgeven.

In geval van gegronde twijfel kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de lidstaat van oorsprong om aanvullende informatie dan wel om een eensluitend verklaard afschrift van een document verzoeken.

§ 3. Als de aanvraag van een Europese beroepskaart de tijdelijke en occasionele verrichting van een activiteit beoogt die gevolgen heeft voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid als vermeld in artikel 18, § 5, of als compenserende maatregelen conform artikel 25 kunnen worden opgelegd, beslist de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de beroepskaart al dan niet af te leveren of de aanvrager te onderwerpen aan compenserende maatregelen binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong verstuurd aanvraag.

In geval van gegronde twijfel kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de lidstaat van oorsprong om aanvullende informatie dan wel om een eensluitend verklaard afschrift van een document verzoeken.

§ 4. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan beslissen om de termijnen, vermeld in paragrafen 2 en 3, met twee weken te verlengen. De beslissing wordt gemotiveerd. Ze wordt meegedeeld aan de aanvrager. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan die eerste verlenging eenmaal hernieuwen met een bijkomende termijn van twee weken als de hernieuwing strikt noodzakelijk is om redenen die verband houden met de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten.

§ 5. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie mag alleen toegang vragen tot de documenten die het IMI-dossier bevat en die nog geldig zijn.

Het verzoek om aanvullende informatie of een eensluitend verklaard afschrift van documenten verlengt de termijnen waarin de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie haar beslissing moet nemen conform paragrafen 2 en 3, niet.

De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan weigeren de Europese beroepskaart af te leveren indien zij zowel van de lidstaat van oorsprong als van de aanvrager niet de nodige informatie ontvangt die zij volgens deze ordonnantie nodig heeft voor het nemen van een besluit over de afgifte van de kaart. Die weigering wordt naar behoren gemotiveerd.

§ 6. Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geen beslissing neemt binnen de termijnen, vermeld in paragrafen 2 en 3, of geen proeve van bekwaamheid organiseert als vermeld in artikel 18, § 5, wordt de Europese beroepskaart geacht te zijn afgegeven en wordt ze via het IMI automatisch naar de houder van een beroepskwalificatie gestuurd.

§ 7. Voor de vestiging verleent de afgifte van een Europese beroepskaart geen automatisch recht om een bepaald beroep uit te oefenen als er in de ontvangende lidstaat al registratievoorschriften of andere controleprocedures gelden voordat de Europese beroepskaart voor dat beroep wordt ingevoerd.

§ 8. Les mesures prises conformément au présent article par l'État membre d'origine pour ce qui est de la carte professionnelle européenne remplacent toute demande de reconnaissance de qualifications professionnelles.

**Art. 12.** Pour ce qui concerne la carte professionnelle européenne qui est délivrée par l'autorité compétente de l'État membre d'origine pour la prestation temporaire et occasionnelle de services autres que ceux ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, visés à l'article 18, § 5, en la région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune ne peut demander aucune déclaration en application de l'article 18 dans les dix-huit mois suivant sa délivrance.

Sous-section 4. — Traitement et accès aux données concernant la carte professionnelle européenne

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les informations incluses dans la carte professionnelle européenne se limitent aux informations nécessaires pour vérifier le droit de son titulaire à exercer la profession pour laquelle elle a été délivrée, à savoir les nom et prénoms du titulaire, date et lieu de naissance, profession, titres de formation et qualifications officielles du titulaire, ainsi que le régime applicable, les autorités compétentes concernées, le numéro de la carte, les caractéristiques de sécurité et la référence d'une pièce d'identité en cours de validité. Des informations relatives à l'expérience professionnelle acquise par le titulaire de la carte professionnelle européenne, ou aux mesures de compensation auxquelles il a satisfait, figurent dans le dossier IMI.

§ 2. Sans préjudice de la présomption d'innocence, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune mettent à jour en temps utile, dans les limites de leurs compétences, le dossier IMI relatif à la carte professionnelle européenne avec les informations sur les sanctions disciplinaires ou pénales qui ont trait à une interdiction ou à une restriction de l'exercice de l'activité professionnelle et qui ont des conséquences sur l'exercice des activités du titulaire d'une carte professionnelle européenne au titre de la présente ordonnance.

Dans le cadre de mise à jour visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune supprime les informations qui ne sont plus nécessaires. Le titulaire de la carte professionnelle européenne, ainsi que les autorités compétentes de la Commission communautaire commune qui ont accès au dossier IMI correspondant, sont immédiatement informés de cette mise à jour.

Le contenu des mises à jour se limite à ce qui suit :

- 1° l'identité du professionnel ;
- 2° la profession en question ;
- 3° les informations sur l'autorité ou la juridiction nationale qui a adopté la décision de restriction ou d'interdiction ;
- 4° le champ de la restriction ou de l'interdiction ;
- 5° la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

§ 3. Les données à caractère personnel figurant dans le dossier IMI peuvent être traitées aussi longtemps que nécessaire aux fins de la procédure de reconnaissance en tant que telle et comme preuve de la reconnaissance ou de la transmission de la déclaration requise au titre de l'article 18.

§ 4. Les données à caractère personnel contenues incluses dans la carte professionnelle européenne sont traitées afin d'identifier le titulaire de la carte professionnelle et d'informer les autres États membres des restrictions à l'exercice de l'activité professionnelle.

§ 5. Le titulaire d'une carte professionnelle européenne peut à tout moment, et sans frais pour ce titulaire, demander d'avoir accès à ses données dans le dossier IMI ou demander la rectification de données inexacts ou incomplètes, ou la suppression de ses données figurant dans le dossier IMI ou le blocage du dossier IMI concerné. Le titulaire est informé de ce droit lors de la délivrance de la carte professionnelle européenne et ce droit lui est rappelé tous les deux ans par la suite.

En cas de demande de suppression d'un dossier IMI lié à une carte professionnelle européenne délivrée par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune à des fins d'établissement ou de prestation temporaire et occasionnelle de services qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques, visés à l'article 18, § 5, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune délivrent au titulaire des qualifications professionnelles un document attestant la reconnaissance de ses qualifications professionnelles.

§ 8. De door de lidstaat van oorsprong, wat betreft de Europese beroepskaart, genomen maatregelen conform dit artikel vervangen elke aanvraag tot erkenning van beroepskwalificaties.

**Art. 12.** Wat betreft de Europese beroepskaart die is uitgereikt door de bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong voor het tijdelijk en incidenteel verrichten van andere diensten dan de diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, vermeld in artikel 18, § 5, in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen achttien maanden die volgen op de aflevering ervan, geen enkele verklaring met toepassing van artikel 18 vragen.

Onderafdeling 4. — Verwerking van en toegang tot gegevens met betrekking tot de Europese beroepskaart

**Art. 13.** § 1. De gegevens op de Europese beroepskaart beperken zich tot de gegevens die nodig zijn om vast te stellen dat de houder gerechtigd is om het beroep uit te oefenen waarvoor de kaart is afgegeven, namelijk de voor- en achternaam van de houder, de datum en de plaats van geboorte, het beroep, de officiële kwalificaties van de houder, het toepasselijke stelsel, de betrokken bevoegde autoriteiten, het kaartnummer, de beveiligingsfuncties en een verwijzing naar een geldig bewijs van identiteit. Informatie over opgedane beroepservaring of over compensatiemaatregelen waaraan door de houder van de Europese beroepskaart is voldaan, wordt opgenomen in het IMI-bestand.

§ 2. Onverminderd het vermoeden van onschuld werken de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie binnen de grenzen van hun bevoegdheden het IMI-bestand dat betrekking heeft op een Europese beroepskaart tijdig bij met informatie over vastgestelde tuchtrechtelijke maatregelen of strafrechtelijke sancties die betrekking hebben op een verbod of beperking op de uitoefening van een professionele activiteit en die van invloed kunnen zijn op de uitoefening van de werkzaamheden van de houder van een Europese beroepskaart in het kader van deze ordonnantie.

In het kader van de bijwerking, vermeld in het eerste lid, verwijdert de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de informatie die niet meer vereist is. De houder van de Europese beroepskaart, alsook de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die toegang hebben tot het overeenkomstige IMI-bestand, worden onmiddellijk op de hoogte gebracht van die bijwerking.

De inhoud van de bijwerkingen beperkt zich tot het volgende :

- 1° de identiteit van de beroepsbeoefenaar ;
- 2° het betreffende beroep ;
- 3° informatie over de nationale autoriteit of rechtbank die de beperkings- of verbodsbeslissing heeft genomen ;
- 4° de reikwijdte van de beperking of het verbod ;
- 5° de periode waarin de beperking of het verbod van kracht is.

§ 3. De persoonsgegevens in het IMI-bestand komen voor verwerkingsdoelinden in aanmerking zolang dat nodig is met het oog op de erkenningsprocedure als zodanig en als bewijs van de erkenning of van de toezending van de verklaring die met toepassing van artikel 18 is vereist.

§ 4. De persoonsgegevens die verbonden zijn aan de Europese beroepskaart worden verwerkt om de titularis van de beroepskaart te identificeren en de andere lidstaten te informeren over de beperkingen tot de uitoefening van een beroepsactiviteit.

§ 5. De houder van een Europese beroepskaart kan op elk moment en zonder dat daaraan voor hem kosten zijn verbonden, verzoeken om toegang te krijgen tot zijn gegevens in het IMI-bestand, om onjuiste of onvolledige gegevens recht te zetten, om de gegevens uit het IMI-bestand te schrappen of om het betreffende IMI-bestand af te schermen. De houder wordt van dat recht op de hoogte gebracht op het moment dat de Europese beroepskaart wordt afgegeven, en wordt daaraan vervolgens om de twee jaar herinnerd.

In geval van een verzoek tot verwijdering van een IMI-bestand dat is gekoppeld aan een Europese beroepskaart die de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met het oog op vestiging of de tijdelijke en incidentele verrichting van diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, met toepassing van artikel 18, § 5 heeft afgegeven, verschaffen de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de houder van de beroepskwalificaties een attest waaruit blijkt dat zijn beroepskwalificaties worden erkend.



§ 6. Aux fins du traitement des données à caractère personnel figurant dans la carte professionnelle européenne et dans tous les dossiers IMI, chaque autorité compétente de la Commission communautaire commune chargée d'examiner une demande de carte professionnelle européenne ou de la délivrer, et d'un dossier IMI lié à une carte professionnelle, est considérée responsable du traitement tel que visé à l'article 4, point 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 7. Toute partie intéressée, en ce compris les employeurs, les clients et les patients du titulaire d'une carte professionnelle européenne et les autorités publiques, peut demander à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune de vérifier l'authenticité et la validité d'une carte professionnelle européenne qui lui est présentée par le titulaire de la carte.

### Section 3. — Accès partiel

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune accorde un accès partiel à une activité professionnelle en région bilingue de Bruxelles-Capitale lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

1° le professionnel qui fait la demande est pleinement qualifié pour exercer dans son État membre d'origine l'activité professionnelle pour laquelle un accès partiel est demandé ;

2° les différences entre l'activité professionnelle légalement exercée dans l'État membre d'origine et la profession réglementée par la Commission communautaire commune sont si importantes que l'application de mesures de compensation reviendrait à imposer au demandeur de suivre le programme complet d'enseignement et de formation requis en Belgique en vue d'avoir pleinement accès à cette profession réglementée ;

3° l'activité professionnelle pour laquelle l'accès partiel est demandé peut objectivement être séparée d'autres activités relevant de cette profession réglementée par la Commission communautaire commune.

Pour déterminer si la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° est remplie, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune examine si l'activité professionnelle peut ou non être exercée de manière autonome dans l'État membre d'origine.

L'examen du respect des conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, se fait au cas par cas et l'accès est accordé au cas par cas.

§ 2. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut refuser un accès partiel si ce refus est justifié par des raisons impérieuses d'intérêt général, si ce refus est propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 3. Les demandes de reconnaissance à un accès partiel sont examinées conformément au chapitre 2 lorsque l'accès est demandé aux fins de la prestation de services temporaires et occasionnels en région bilingue de Bruxelles-Capitale pour des activités professionnelles ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publiques. Elles sont examinées conformément au chapitre 3, sections 1 et 3, lorsque la demande est faite aux fins d'établissement.

§ 4. Par dérogation à l'article 18, § 5, alinéa 7, dès qu'un accès partiel a été accordé, l'activité professionnelle est exercée sous le titre professionnel de l'État membre d'origine. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut exiger que ce titre professionnel soit utilisé en néerlandais et en français.

Les professionnels qui bénéficient d'un accès partiel indiquent clairement aux destinataires des services le champ de leurs activités professionnelles.

§ 5. Le présent article ne s'applique pas aux professionnels qui bénéficient de la reconnaissance automatique de leurs qualifications professionnelles conformément au chapitre 3, sections 2 et 3.

### CHAPITRE 2. — Libre prestation de services

**Art. 15.** Les dispositions du présent chapitre s'appliquent uniquement dans le cas où le prestataire se rend sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale pour exercer, de façon temporaire et occasionnelle la profession visée à l'article 16, § 1<sup>er</sup>.

§ 6. Met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die voorkomen op de Europese beroepskaart en in alle IMI-bestanden, wordt elke bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die belast is met het onderzoek van een aanvraag van een Europese beroepskaart of met de aflevering ervan en van een IMI-bestand dat is gekoppeld aan een beroepskaart, beschouwd als verwerkingsverantwoordelijke als vermeld in artikel 4, 7), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

§ 7. Elke belanghebbende, onder wie werkgevers, klanten en patiënten van de houder van de Europese beroepskaart en overheidsinstanties, kan aan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vragen om de echtheid en de geldigheid van een Europese beroepskaart die hun door de kaarthouder wordt voorgelegd, te controleren.

### Afdeling 3. — Gedeeltelijke toegang

**Art. 14.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verleent gedeeltelijke toegang tot een beroepsactiviteit in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad als aan elk van de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de beroepsbeoefenaar die de aanvraag indient, is volledig gekwalificeerd om in zijn lidstaat van oorsprong de beroepsactiviteit uit te oefenen waarvoor gedeeltelijke toegang wordt aangevraagd ;

2° de verschillen tussen de in de lidstaat van oorsprong legaal verrichte beroepsactiviteiten en het door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geregelende beroep zijn zo groot dat de toepassing van compenserende maatregelen erop zou neerkomen dat de aanvrager het volledige onderwijs- en opleidingsprogramma in België zou moeten doorlopen om tot het volledige geregelende beroep toegelaten te worden ;

3° de beroepsactiviteit waarvoor gedeeltelijke toegang wordt gevraagd, kan objectief worden gescheiden van andere activiteiten die het door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geregelende beroep omvat.

Om te bepalen of de voorwaarde, vermeld in het eerste lid, 3°, is vervuld, onderzoekt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de beroepsactiviteit autonoom in de lidstaat van oorsprong kan worden uitgeoefend.

Het onderzoek naar het vervullen van de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, wordt geval per geval verricht en de toegang wordt geval per geval verleend.

§ 2. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan een gedeeltelijke toegang afwijzen als die afwijzing door een dwingende reden van algemeen belang gerechtvaardigd is, als de afwijzing passend is ter verwezenlijking van het nagestreefde doel en niet verder gaat dan wat noodzakelijk is om dat doel te bereiken.

§ 3. De aanvragen tot erkenning van een gedeeltelijke toegang worden conform hoofdstuk 2 onderzocht als die toegang wordt gevraagd voor het tijdelijk en incidenteel verrichten van diensten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die betrekking hebben op beroepsactiviteiten met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid. Zij worden conform hoofdstuk 3, afdelingen 1 en 3 onderzocht als het een verzoek om vestiging betreft.

§ 4. In afwijking van artikel 18, § 5, zevende lid, wordt de beroepsactiviteit uitgeoefend onder de beroepstitel van de lidstaat van oorsprong zodra gedeeltelijke toegang is verleend. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan het gebruik van die beroepstitel in het Nederlands en het Frans voorschrijven.

Beroepsbeoefenaars aan wie gedeeltelijke toegang is verleend, maken de ontvangers van de diensten duidelijk kenbaar tot welke gebieden hun beroepsactiviteiten zich uitstrekken.

§ 5. Dit artikel is niet van toepassing op beroepsbeoefenaars van wie de beroepskwalificaties automatisch worden erkend uit hoofde van hoofdstuk 3, afdelingen 2 en 3.

### HOOFDSTUK 2. — Vrije dienstverrichting

**Art. 15.** De bepalingen van dit hoofdstuk zijn uitsluitend van toepassing als de dienstverrichter zich naar het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad begeeft om er tijdelijk en incidenteel het beroep, vermeld in artikel 16, § 1, uit te oefenen.

Le caractère temporaire et occasionnel de la prestation de services est apprécié au cas par cas, notamment en fonction de la durée de la prestation, de sa fréquence, de sa périodicité et de sa continuité.

**Art. 16.** La libre prestation de services ne peut, sans préjudice des dispositions spécifiques du droit de l'Union et des articles 17 et 18 de la présente ordonnance, être restreinte pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles lorsqu'il est satisfait à l'ensemble des conditions suivantes :

1° le prestataire est légalement établi dans un État membre pour y exercer la même profession ;

2° le prestataire se déplace vers un autre État membre, s'il a exercé cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent la prestation lorsque la profession n'est pas réglementée dans l'État membre d'établissement. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant une année n'est pas d'application si la profession ou l'enseignement et la formation conduisant à la profession sont réglementés.

§ 2. Lorsque le prestataire se déplace vers la région bilingue de Bruxelles-Capitale, il est soumis aux règles professionnelles, réglementaires ou administratives directement afférentes aux qualifications professionnelles telles que la définition de la profession, l'usage des titres et les fautes professionnelles graves qui ont un lien direct et spécifique avec la protection et la sécurité des consommateurs, ainsi qu'aux dispositions disciplinaires applicables en Belgique aux professionnels qui y exercent la même profession.

**Art. 17.** Conformément à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, les prestataires de services établis dans un autre État membre sont dispensés des exigences imposées aux professionnels établis en Belgique relatives à :

a) l'autorisation, l'inscription ou l'affiliation à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel. Afin de faciliter l'application des dispositions disciplinaires en vigueur en Belgique conformément à l'article 16, paragraphe 2, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut prévoir soit une inscription temporaire automatique, soit une adhésion pro forma à une organisation professionnelle, tout en veillant que cette inscription ou adhésion ne retarde ou complique en aucune manière la prestation de services ni entraîne de frais supplémentaires pour le prestataire. Une copie de la déclaration visée à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, et, le cas échéant, du renouvellement, accompagnées, pour les professions qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques visées à l'article 18, § 5, d'une copie des documents visés à l'article 18, § 2, sont envoyées à l'organisation professionnelle concernée par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune et constituent une inscription temporaire intervenant automatiquement ou une adhésion pro forma à cet effet ;

b) l'inscription à un organisme de sécurité sociale de droit public, pour régler avec un organisme assureur les comptes afférents aux activités exercées au profit des assurés sociaux.

Toutefois, le prestataire de services informe préalablement ou, en cas d'urgence, ultérieurement, l'organisme visé au point b), de sa prestation de services.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le prestataire se déplace pour la première fois d'un autre État membre vers la Belgique pour fournir des services, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut exiger qu'il l'en informe préalablement par une déclaration écrite comprenant les informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle. Cette déclaration est renouvelée une fois par an si le prestataire de services compte fournir des services d'une manière temporaire ou occasionnelle en Belgique au cours de l'année concernée. Le prestataire peut fournir cette déclaration par tout moyen.

§ 2. Lors de la première prestation de services ou en cas de changement matériel relatif à la situation établie par les documents, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut exiger que la déclaration soit accompagnée des documents suivants :

1° une preuve de la nationalité du prestataire de services ;

2° une attestation certifiant que le détenteur est légalement établi dans un État membre pour y exercer les activités en question et qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune interdiction même temporaire d'exercer ;

3° une preuve des qualifications professionnelles ;

Het tijdelijke en incidentele karakter van de dienstverrichting wordt per geval beoordeeld, met name in het licht van de duur, frequentie, regelmaat en continuïteit van de verrichting.

**Art. 16.** § 1. Onverminderd specifieke bepalingen van het Unierecht en artikelen 17 en 18 van deze ordonnantie, kunnen om redenen van beroepskwalificatie geen beperkingen worden gesteld aan het vrij verrichten van diensten in een andere lidstaat als aan al de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de dienstverrichter is op wettige wijze in een lidstaat gevestigd om er hetzelfde beroep uit te oefenen ;

2° de dienstverrichter begeeft zich naar een andere lidstaat en heeft het beroep tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting gedurende ten minste een jaar uitgeoefend in een of meer lidstaten, als het beroep niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging. De voorwaarde van een jaar beroepsuitoefening is niet van toepassing als het beroep of het onderwijs en de opleiding die toegang verlenen tot het beroep gereguleerd zijn.

§ 2. Als de dienstverrichter zich naar het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad begeeft, valt hij onder de professionele, wettelijke of administratieve beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties, zoals de definitie van het beroep, het gebruik van titels en de ernstige wanprestatie bij de uitoefening van het beroep die rechtstreeks en specifiek verband houdt met de bescherming en de veiligheid van consumenten, alsook de tuchtrechtelijke bepalingen die in België van toepassing zijn op de personen die er hetzelfde beroep uitoefenen.

**Art. 17.** Conform artikel 16, eerste paragraaf, wordt een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter vrijgesteld van de eisen die worden gesteld aan in België gevestigde beroepsbeoefenaars met betrekking tot :

a) een vergunning, de inschrijving of de aansluiting bij een beroepsorganisatie. Om conform artikel 16, paragraaf 2, toepassing van de in België geldende tuchtrechtelijke bepalingen mogelijk te maken, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voorzien in automatische tijdelijke inschrijving of aansluiting pro forma bij een beroepsorganisatie, als dat de dienstverrichting op geen enkele wijze vertraagt of bemoeilijkt en voor de dienstverrichter geen extra kosten meebrengt. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie stuurt een kopie van de verklaring, vermeld in artikel 18, § 1, en eventueel een verlenging ervan, en daarnaast, voor de beroepen die verband houden met de volksgezondheid en de openbare veiligheid, vermeld in artikel 18, § 5, een kopie van de documenten, vermeld in artikel 18, § 2, naar de betrokken beroepsorganisatie, hetgeen gelijkstaat met een automatische tijdelijke inschrijving of aansluiting pro forma voor dat doel ;

b) de inschrijving bij een publiekrechtelijke instelling voor de sociale zekerheid om de rekeningen inzake de ten gunste van sociaal verzekerden verrichte werkzaamheden op een verzekeringsinstelling te kunnen verhalen.

De dienstverrichter stelt evenwel de onder b) bedoelde instelling vooraf, of in dringende gevallen achteraf, van de door hem verrichte dienst in kennis.

**Art. 18.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan eisen dat de dienstverrichter, als hij zich voor het eerst van een andere lidstaat naar België begeeft om er diensten te verrichten, haar vooraf met een schriftelijke verklaring, met daarin de gegevens over de verzekeringsdekking of de soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming voor beroepsaansprakelijkheid, op de hoogte brengt. Die verklaring wordt eenmaal per jaar verlengd als de dienstverrichter de bedoeling heeft om gedurende dat jaar in België tijdelijke of incidentele diensten te verrichten. De dienstverrichter mag de verklaring met alle middelen aanleveren.

§ 2. Voor de eerste dienstverrichting of als zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten gestaafe situatie, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie eisen dat de volgende documenten bij de verklaring gevoegd zijn :

1° een bewijs van de nationaliteit van de dienstverrichter ;

2° een attest dat de houder ervan rechtmatig in een lidstaat gevestigd is om er de werkzaamheden in kwestie uit te oefenen, en dat hem op het moment van afgifte van het attest geen beroepsuitoefeningsverbod is opgelegd, ook al is het maar tijdelijk ;

3° een bewijs van beroepskwalificaties ;

4° pour les cas visés à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la preuve que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes ;

5° pour les professions dans les domaines de la sécurité et de la santé ainsi que dans le domaine de l'enseignement de mineurs, y compris la garde d'enfants et l'enseignement préscolaire et de la petite enfance, si l'autorité compétente de la Commission communautaire commune l'exige également des personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles en Belgique, une déclaration confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession ou de condamnations pénales ;

6° pour les professions ayant des implications en matière de sécurité des patients, une déclaration concernant la connaissance qu'a le demandeur de la langue nécessaire pour l'exercice de la profession dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

7° pour les professions exerçant les activités visées à l'annexe 2 de la présente ordonnance et qui ont été notifiées par un État membre conformément à l'article 59, alinéa 2 de la directive, un certificat concernant la nature et la durée de l'activité délivré par l'autorité ou l'organisme compétent de l'État membre où le prestataire est établi.

§ 3. La présentation par le prestataire d'une déclaration requise conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> autorise ce prestataire à accéder à l'activité de services ou à exercer cette activité en Belgique. Au cas où le prestataire de services a déjà présenté une déclaration écrite à l'autorité fédérale compétente ou à l'autorité compétente d'une autre entité fédérée de Belgique, il n'est pas tenu de présenter à nouveau la déclaration écrite visée au paragraphe 1<sup>er</sup> à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune.

§ 4. La prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'État membre d'établissement lorsqu'un tel titre existe dans ledit État membre pour l'activité professionnelle concernée. Ce titre est indiqué dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État membre d'établissement de manière à éviter toute confusion avec le titre professionnel utilisé en la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Dans les cas où ledit titre professionnel n'existe pas dans l'État membre d'établissement, le prestataire fait mention de son titre de formation dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de cet État membre.

§ 5. Dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publiques et qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance automatique en vertu du chapitre 3, section 2 ou 3, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services.

Une vérification préalable telle que visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est possible que si son objectif est d'éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service, du fait du manque de qualification professionnelle du prestataire, et dans la mesure où la vérification n'excède pas ce qui est nécessaire à cette fin.

Au plus tard un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents d'accompagnement, visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune informe le prestataire de sa décision :

- 1° de ne pas vérifier ses qualifications professionnelles ;
- 2° ayant vérifié ses qualifications professionnelles :
  - a) d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude ;
  - b) d'autoriser la prestation de services.

En cas de difficultés susceptibles de provoquer un retard dans la prise de décision en application de l'alinéa précédent, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune informe le prestataire dans le même délai visé à l'alinéa précédent, des raisons du retard. La difficulté est résolue dans le mois qui suit cette information et la décision est prise dans les deux mois suivant la résolution de la difficulté.

En cas de différence substantielle entre les qualifications professionnelles du prestataire et la formation exigée en la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans la mesure où cette différence est de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques et où elle ne peut être compensée par l'expérience professionnelle du prestataire ou par les connaissances, aptitudes et compétences acquises lors d'un apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, l'autorité

4° voor de gevallen vermeld in artikel 16, paragraaf 1, 2°, een bewijs dat de dienstverrichter de werkzaamheden in kwestie in de tien voorafgaande jaren gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend ;

5° voor beroepen in de veiligheidssector en de gezondheidssector en voor beroepen in de onderwijssector waar met minderjarigen wordt gewerkt, inclusief kinderopvang en het voor- en vroegschoolse onderwijs, een verklaring waarin wordt bevestigd dat de desbetreffende persoon geen tijdelijk of permanent beroepsverbod heeft of niet strafrechtelijk is veroordeeld, als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dat ook eist van de personen die hun beroepskwalificaties in België hebben verworven ;

6° voor beroepen met patiëntveiligheidsimplicaties, een verklaring over de kennis van de taal die voor de uitoefening van het beroep van de aanvrager in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad noodzakelijk is ;

7° voor beroepen betreffende de werkzaamheden vermeld in bijlage 2, die bij deze ordonnantie is gevoegd, en die door een lidstaat overeenkomstig artikel 59, lid 2 van de richtlijn, zijn aangemeld, een certificaat over de aard en de duur van de activiteit, afgeleverd door de bevoegde autoriteit of instantie van de lidstaat waar de dienstverrichter is gevestigd.

§ 3. De indiening van een vereiste verklaring door de dienstverrichter conform paragraaf 1 geeft die dienstverrichter recht op toegang tot de beoogde dienstenactiviteit of recht om die activiteit uit te oefenen in België. De dienstverrichter die al een schriftelijke verklaring heeft afgelegd bij de bevoegde federale autoriteit of bij de bevoegde autoriteit van een andere gefedereerde entiteit van België moet de in paragraaf 1 genoemde schriftelijke verklaring niet opnieuw bezorgen aan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 4. De dienst wordt verricht onder de beroepstitel van de lidstaat van vestiging, als voor de beroepswerkzaamheid in kwestie in die lidstaat een dergelijke titel bestaat. De titel wordt vermeld in de officiële taal of in één van de officiële talen van de lidstaat van vestiging om verwarring met de in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gehanteerde beroepstitel te vermijden. Als de betrokken beroepstitel in de lidstaat van vestiging niet bestaat, vermeldt de dienstverrichter zijn opleidingstitel in de officiële taal of in één van de officiële talen van die lidstaat.

§ 5. In geval van gereguleerde beroepen met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid en waarop de automatische erkenning uit hoofde van hoofdstuk 3, afdeling 2 of 3 niet van toepassing is, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren.

Een controle vooraf als vermeld in het eerste lid, is alleen mogelijk als de controle bedoeld is om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen en als de controle niet meer omvat dan voor dat doel noodzakelijk is.

Binnen een termijn van ten hoogste een maand na de ontvangst van de verklaring en de begeleidende documenten, vermeld in paragrafen 1 en 2, brengt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de dienstverrichter op de hoogte van haar besluit om :

- 1° zijn beroepskwalificaties niet te controleren ;
- 2° na de controle van zijn beroepskwalificaties :
  - a) het afleggen van een proeve van bekwaamheid te eisen van de dienstverrichter ;
  - b) het verrichten van de diensten toe te staan.

Als er zich problemen voordoen die een vertraging veroorzaken bij het nemen van een besluit met toepassing van het vorige lid, brengt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de dienstverrichter binnen de termijn, vermeld in het vorige lid, op de hoogte van de reden van de vertraging. Het probleem wordt voor het einde van de eerste maand na de voormelde kennisgeving opgelost en het besluit wordt genomen binnen twee maanden nadat het probleem is opgelost.

Als de beroepskwalificaties van de dienstverrichter wezenlijk verschillen van de in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vereiste opleiding, zodat het verschil de volksgezondheid of de openbare veiligheid schaadt, en als de dienstverrichter dat niet kan compenseren door beroepservaring of door in het kader van een leven lang leren verworven kennis, vaardigheden of competenties die formeel zijn gevalideerd door een daarvoor bevoegde instantie, biedt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de



compétente de la Commission communautaire commune offre au prestataire la possibilité de démontrer qu'il a acquis les connaissances, aptitudes ou compétences manquantes, par une épreuve d'aptitude comme visée à l'alinéa 3 du présent paragraphe. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune prend une décision, sur cette base, sur la question d'autoriser ou non la prestation de services. En tout état de cause, la prestation de services intervient dans le mois qui suit la décision prise en application de l'alinéa 3 du présent paragraphe.

En l'absence de réaction de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune dans les délais visés aux alinéas 3 et 4, la prestation de services peut être effectuée.

Dans les cas où les qualifications ont été vérifiées au titre du présent paragraphe, la prestation de services est effectuée sous le titre professionnel utilisé en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Belgique est l'État membre d'accueil, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune peuvent demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement, en cas de doute justifié, toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanctions disciplinaires ou pénales à caractère professionnel.

Lorsque les autorités compétentes de la Commission communautaire commune décident de vérifier les qualifications professionnelles d'un prestataire de services, elles peuvent demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement des informations sur les formations suivies par le prestataire, dans la mesure nécessaire à l'évaluation des différences substantielles de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Lorsque la Belgique est l'État membre d'établissement, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune communiquent à leur tour ces informations conformément à l'article 37.

§ 2. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune assurent l'échange des informations nécessaires pour que la plainte d'un destinataire d'un service à l'encontre d'un prestataire de services soit correctement traitée. Le destinataire est informé de la suite donnée à la plainte.

**Art. 20.** Dans les cas où la prestation est effectuée sous le titre professionnel de l'État membre d'établissement ou sous le titre de formation du prestataire, outre les autres exigences en matière d'information prévues par le droit de l'Union, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune peuvent exiger du prestataire qu'il fournisse au destinataire du service tout ou partie des informations suivantes :

1° dans le cas où le prestataire est inscrit dans un registre du commerce ou dans un autre registre public similaire, le registre dans lequel il est inscrit et son numéro d'immatriculation, ou des moyens équivalents d'identification figurant dans ce registre ;

2° dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation dans l'État membre d'établissement, le nom et l'adresse de l'autorité de surveillance compétente ;

3° toute organisation professionnelle ou tout organisme similaire auprès duquel le prestataire est inscrit ;

4° le titre professionnel ou, lorsqu'un tel titre n'existe pas, le titre de formation du prestataire et l'État membre dans lequel il a été octroyé ;

5° dans le cas où le prestataire exerce une activité soumise à la TVA, le numéro d'identification visé à l'article 50 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires - Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme ;

6° des informations relatives aux couvertures d'assurance ou autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle.

### CHAPITRE 3. — Liberté d'établissement

Section 1<sup>re</sup>. — Régime général de reconnaissance des titres de formation

**Art. 21.** La présente section s'applique à toutes les professions qui ne sont pas couvertes par la section 2, ainsi que dans les cas qui suivent, où le demandeur, pour un motif spécifique et exceptionnel, ne satisfait pas aux conditions prévues dans la section 2 :

1° pour les activités énumérées à l'annexe 2 de la présente ordonnance, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions prévues aux articles 27, 28 et 29 ;

dienstverrichter de mogelijkheid om met een proeve van bekwaamheid, als bedoeld in het derde lid van deze paragraaf, te bewijzen dat hij de ontbrekende kennis, vaardigheden of competenties heeft verworven. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie neemt op basis daarvan een besluit over het toestaan van het verrichten van de diensten. De dienstverrichting vindt in ieder geval plaats in de maand nadat het overeenkomstig het derde lid van deze paragraaf genomen besluit is uitgevoerd.

Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie niet reageert binnen de termijnen, vermeld in het derde en vierde lid van deze paragraaf, kan de dienst worden verricht.

In de gevallen waarin de kwalificaties overeenkomstig deze paragraaf zijn geverifieerd, wordt de dienst verricht onder de in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad gehanteerde beroepstitel.

**Art. 19.** § 1. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kunnen, als België de ontvangende lidstaat is, de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging in geval van gegronde twijfel verzoeken om alle informatie te verstrekken over de rechtmatigheid van de vestiging en het goede gedrag van de dienstverrichter, alsook over het ontbreken van eventuele tuchtrechtelijke of strafrechtelijke maatregelen ter zake van de beroepsuitoefening.

Als de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie besluiten de beroepskwalificaties van de dienstverrichter te controleren, kunnen ze, als België de ontvangende lidstaat is, bij de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging informatie aanvragen over de opleidingscursussen van de dienstverrichter, als dat nodig is om de wezenlijke verschillen te beoordelen die de volksgezondheid of de openbare veiligheid kunnen schaden.

De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als België de lidstaat van vestiging is, verstrekt die informatie op haar beurt conform artikel 37.

§ 2. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zorgen voor de uitwisseling van alle nodige informatie opdat een klacht van een afnemer van een dienst tegen een dienstverrichter correct kan worden afgehandeld. De afnemer wordt van het resultaat van de klacht op de hoogte gebracht.

**Art. 20.** Als de dienst wordt verricht onder de beroepstitel van de lidstaat van vestiging of onder de opleidingstitel van de dienstverrichter, kunnen de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie eisen dat de dienstverrichter, in aanvulling op de overige informatievoorschriften van het Unierecht, aan de afnemer van de dienst één of meerdere van de volgende gegevens verstrekt :

1° als de dienstverrichter in een handelsregister of een vergelijkbaar openbaar register is ingeschreven, het register waar hij is ingeschreven en zijn inschrijvingsnummer, of een vergelijkbaar middel ter identificatie in dat register ;

2° als voor de uitoefening van de werkzaamheid in kwestie in de lidstaat van vestiging een vergunning vereist is, de naam en het adres van de bevoegde toezichthoudende instantie ;

3° de beroepsordes of soortgelijke organisaties waarbij de dienstverrichter is aangesloten ;

4° de beroepstitel of, als een dergelijke titel niet bestaat, de opleidingstitel van de dienstverrichter en de lidstaat waar die is verleend ;

5° als de dienstverrichter een onder de btw vallende werkzaamheid uitoefent, het identificatienummer, vermeld in artikel 50 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevolge artikel 22, lid 1, van de zesde richtlijn 77/388/EEG van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting - Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde : uniforme grondslag ;

6° de gegevens over de verzekeringsdekking of de soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming voor beroepsaansprakelijkheid.

### HOOFDSTUK 3. — Vrijheid van vestiging

Afdeling 1. — Algemeen stelsel van erkenning van opleidingstitels

**Art. 21.** Deze afdeling is van toepassing op alle beroepen die niet onder afdeling 2 vallen en in de onderstaande gevallen waarin de aanvrager, om een bijzondere en uitzonderlijke reden, niet voldoet aan de voorwaarden, vermeld in afdeling 2 :

1° voor de werkzaamheden, vermeld in bijlage 2, die bij deze ordonnantie is gevoegd, als de aanvrager niet voldoet aan de eisen vermeld in de artikelen 27, 28 en 29 ;

2° pour les demandeurs remplissant les conditions prévues à l'article 3, § 3.

**Art. 22.** Aux fins des articles 24 et 25, § 6, les qualifications professionnelles sont regroupées selon les niveaux suivants :

1° une attestation de compétence délivrée par une autorité compétente de l'État membre d'origine désignée en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État, après que le demandeur :

a) a suivi une formation qui n'est pas sanctionnée par un certificat ou un diplôme au sens des points 2°, 3°, 4° ou 5°, ou après que le demandeur a passé un examen spécifique sans formation préalable, ou après que le demandeur a exercé la profession dans un État membre, au cours des dix années précédentes, à temps plein pendant trois années consécutives ou à temps partiel pendant une durée équivalente ;

b) a bénéficié d'une formation générale du niveau de l'enseignement primaire ou secondaire attestant que son titulaire possède des connaissances générales ;

2° un certificat sanctionnant un cycle d'études secondaires :

a) soit général, complété par un cycle d'études ou de formation professionnelle autre que ceux visés au point 3°, ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études ;

b) soit technique ou professionnel, complété le cas échéant par un cycle d'études ou de formation professionnelle tel que visé au point a), ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études ;

3° un diplôme sanctionnant :

a) soit une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire autre que celui visé aux points 4° et 5°, d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement par le demandeur du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études postsecondaires ;

b) soit une formation réglementée ou, dans le cas de professions réglementées, une formation professionnelle à structure particulière développant des compétences allant au-delà de ce qui est prévu au niveau 2°, équivalente au niveau de formation mentionné au point a), lorsque cette formation conduit à un niveau professionnel comparable et prépare à un niveau comparable de responsabilités et de fonctions pour autant que le diplôme soit accompagné d'un certificat de l'État membre d'origine ;

4° un diplôme attestant que le demandeur a suivi avec succès une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de trois ans et ne dépassant pas quatre ans ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, obtenus dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent, et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires ;

5° un diplôme attestant que le demandeur a suivi avec succès une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de quatre ans ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être comptabilisée en nombre équivalent de crédits ECTS, obtenus dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent, et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires.

**Art. 23.** Est assimilé à un titre de formation sanctionnant une formation visée à l'article 22, y compris quant au niveau concerné, tout titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente dans un autre État membre, sur la base d'une formation à temps plein ou à temps partiel, dans le cadre de programmes formels ou non, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans l'Union européenne, reconnue par cet État membre comme étant de niveau équivalent et qu'il confère à son titulaire les mêmes droits d'accès à une profession ou d'exercice de celle-ci, ou qui prépare à l'exercice de cette profession.

Aux mêmes conditions que celles énoncées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est assimilée à un tel titre de formation, toute qualification professionnelle qui, bien qu'elle ne remplisse pas les exigences fixées dans les dispositions légales et administratives de l'État membre d'origine pour l'accès à une

2° voor aanvragers die voldoen aan de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 3.

**Art. 22.** Voor de toepassing van artikel 24 en artikel 25, § 6, worden beroepskwalificaties in de volgende niveaus ingedeeld :

1° een bekwaamheidsattest dat is afgegeven door een overeenkomstig de wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen aangewezen bevoegde autoriteit van de lidstaat van oorsprong, nadat de aanvrager :

a) hetzij een opleiding heeft gevolgd die niet wordt afgesloten met een certificaat of diploma als vermeld onder 2°, 3°, 4° of 5°, hetzij een specifiek examen zonder voorafgaande opleiding heeft afgelegd, hetzij het beroep tijdens de voorafgaande tien jaren gedurende drie opeenvolgende jaren voltijds of gedurende een gelijkwaardige periode deeltijds in een lidstaat heeft uitgeoefend ;

b) hetzij op het niveau van het primair of secundair onderwijs een algemene opleiding heeft genoten, waaruit blijkt dat de houder over een zekere algemene ontwikkeling beschikt ;

2° een certificaat ter afsluiting van een cyclus van secundair onderwijs :

a) hetzij van algemene aard, aangevuld met een andere studiecycclus of beroepsopleiding dan de studiecycclus of beroepsopleiding, vermeld onder 3°, en/of aangevuld met de beroepsstage of praktijkervaring die als aanvulling op die studiecycclus vereist is ;

b) hetzij van technische of beroepsmatige aard, in voorkomend geval aangevuld met een studiecycclus of beroepsopleiding als vermeld onder a), en/of aangevuld met de beroepsstage of praktijkervaring die als aanvulling op die studiecycclus vereist is ;

3° een diploma ter afsluiting van :

a) hetzij een opleiding op het niveau van postsecundair onderwijs dat verschilt van het niveau, vermeld onder 4° en 5°, en die ten minste één jaar duurt, dan wel, in geval van een deeltijdse opleiding, een daaraan gelijkwaardige duur heeft, en waarvoor als een van de toelatingsvoorwaarden in de regel geldt dat de aanvrager de studiecycclus van secundair onderwijs moet hebben voltooid die voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs vereist is of een volledige equivalente schoolopleiding van secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die eventueel als aanvulling op die cyclus van postsecundair onderwijs vereist is ;

b) hetzij een gereguleerde opleiding of, in geval van gereguleerde beroepen, een beroepsopleiding met een bijzondere structuur waarbij competenties worden aangereikt die verder gaan dan wat niveau 2° verstrekt, die gelijkwaardig is aan het opleidingsniveau vermeld in punt a), als die opleiding tot een vergelijkbare beroepsbekwaamheid leidt en op een vergelijkbaar niveau van verantwoordelijkheden en taken voorbereidt, op voorwaarde dat bij het diploma een certificaat van de lidstaat van oorsprong gevoegd is ;

4° een diploma dat bewijst dat de aanvrager een postsecundaire opleiding met een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vier jaar of met een daaraan gelijkwaardige duur, in geval van een deeltijdse opleiding, heeft afgesloten, die daarnaast kan worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten behaald aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of aan een andere instelling met hetzelfde opleidingsniveau, en dat, in voorkomend geval, bewijst dat hij de beroepsopleiding die als aanvulling op de postsecundaire opleiding vereist is, met succes heeft afgesloten ;

5° een diploma dat bewijst dat de aanvrager een postsecundaire opleiding met een duur van ten minste vier jaar of met een daaraan gelijkwaardige duur, in geval van een deeltijdse opleiding, heeft afgesloten, die daarnaast kan worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten, behaald aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of aan een andere instelling met hetzelfde opleidingsniveau, en dat, in voorkomend geval, bewijst dat hij de beroepsopleiding die als aanvulling op de postsecundaire opleiding vereist is, met succes heeft afgesloten.

**Art. 23.** Met een opleidingstitel ter afsluiting van een opleiding als vermeld in artikel 22, met inbegrip van het niveau in kwestie, wordt gelijkgesteld elke opleidingstitel die of elk geheel van opleidingstitels dat door een bevoegde autoriteit in een lidstaat is afgegeven als daarmee een in de Europese Unie op voltijdse of deeltijdse basis zowel binnen als buiten de formele programma's gevolgd opleiding wordt afgesloten die door deze lidstaat als gelijkwaardig wordt erkend en de houder ervan dezelfde rechten voor de toegang tot of de uitoefening van een beroep verleent, dan wel hem voorbereidt op de uitoefening van dat beroep.

Onder dezelfde voorwaarden als de voorwaarden vermeld in het eerste lid, wordt met een dergelijke opleidingstitel ook gelijkgesteld elke beroepskwalificatie die weliswaar niet voldoet aan de eisen die in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaat van

profession ou à l'exercice d'une profession, confère au titulaire des droits acquis du chef de ces dispositions. En particulier, ceci s'applique dans le cas où l'État membre d'origine relève le niveau de formation requis pour l'accès à une profession ou son exercice et où une personne ayant suivi la formation antérieure, qui ne répond plus aux exigences de la nouvelle qualification, bénéficie de droits acquis en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre. Dans un tel cas, la formation antérieure est considérée par l'autorité compétente de la Commission communautaire commune, aux fins de l'application de l'article 24, comme correspondant au niveau de la nouvelle formation.

**Art. 24. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune permet aux demandeurs d'accéder à cette profession et de l'exercer, dans les mêmes conditions que pour les demandeurs ayant acquis leurs qualifications professionnelles en Belgique, s'ils possèdent une attestation de compétences ou un titre de formation visé à l'article 22 qui est requis par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

Les attestations de compétences ou les titres de formation sont délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre.

§ 2. L'accès à la profession et son exercice, tels que décrits au paragraphe 1<sup>er</sup>, sont également accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession en question à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétences ou preuves de titre de formation délivrées par un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession.

Les attestations de compétences ou les titres de formation doivent répondre à l'ensemble des conditions suivantes :

1° être délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre ;

2° attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

L'expérience professionnelle d'un an visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut cependant être exigée si le(s) titre(s) de formation que possède le demandeur certifie(nt) une formation réglementée.

§ 3. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune reconnaît le niveau attesté par l'État membre d'origine en conformité avec l'article 22 ainsi que le certificat par lequel l'État membre d'origine certifie que la formation visée à l'article 22, 3°, b), est équivalente au niveau prévu à l'article 22, 3°, a).

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 et à l'article 25, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut refuser l'accès à la profession et son exercice au titulaire d'une attestation de compétences telle que visée à l'article 22, 1°, lorsque la qualification professionnelle requise en Belgique est une qualification professionnelle telle que visée à l'article 22, 5°.

**Art. 25. § 1<sup>er</sup>.** L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumette à une épreuve d'aptitude dans un des cas suivants :

1° lorsque la formation que le demandeur a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis en Belgique ;

2° lorsque la profession réglementée par la Commission communautaire commune comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'État membre d'origine du demandeur, et que la formation requise par la Commission communautaire commune porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation dont le demandeur fait état.

§ 2. Si l'autorité compétente de la Commission communautaire commune fait usage de la possibilité prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>, elle doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

oorsprong voor de toegang tot of de uitoefening van een beroep zijn vastgesteld, maar die de houder ervan krachtens die bepalingen verworven rechten verleent. Dat geldt namelijk als de lidstaat van oorsprong het niveau verhoogt van de opleiding die vereist is voor de toegang tot een beroep of de uitoefening ervan, en als een persoon die vroeger een opleiding heeft genoten die niet meer voldoet aan de eisen van de nieuwe kwalificatie, verworven rechten geniet uit hoofde van nationale wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen. In dat geval wordt de vroeger genoten opleiding door de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met het oog op de toepassing van artikel 24, als overeenkomend met het niveau van de nieuwe opleiding beschouwd.

**Art. 24. § 1.** Als de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, staat de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie onder dezelfde voorwaarden als die welke gelden voor de aanvragers die hun beroepskwalificaties in België hebben verkregen, de toegang tot en uitoefening van dit beroep toe aan aanvragers die in het bezit zijn van een bekwaamheidsattest dat of een opleidingstitel als vermeld in artikel 22 die in een andere lidstaat verplicht wordt gesteld voor de toegang tot of de uitoefening van dat beroep op zijn grondgebied.

De bekwaamheidsattesten of opleidingstitels moeten worden afgegeven door een bevoegde autoriteit in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen.

§ 2. De toegang tot en de uitoefening van een beroep, vermeld in paragraaf 1, wordt ook toegestaan aan aanvragers die het beroep in kwestie tijdens de voorafgaande tien jaar op voltijdse basis gedurende een jaar of gedurende een daarmee in zijn totaliteit overeenkomende periode op deeltijdbasis hebben uitgeoefend in een andere lidstaat waar dat beroep niet is gereguleerd, en die beschikken over een of meer bekwaamheidsattesten of opleidingstitels die zijn afgegeven door een andere lidstaat die dat beroep niet reguleert.

De bekwaamheidsattesten en opleidingstitels moeten aan al de volgende voorwaarden voldoen :

1° ze zijn afgegeven door een bevoegde autoriteit in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen ;

2° ze tonen aan dat de houder is voorbereid op de uitoefening van het beroep in kwestie.

De beroepservaring van een jaar, vermeld in het eerste lid van deze paragraaf, kan niet worden geëist als de aanvrager met de opleidingstitel(s) waarover hij beschikt, kan aantonen dat hij een gereguleerde opleiding heeft afgesloten.

§ 3. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkent het conform artikel 22 door de lidstaat van oorsprong geattesteerde opleidingsniveau, alsook het certificaat waarmee de lidstaat van oorsprong verklaart dat de opleiding, vermeld in artikel 22, 3°, b), gelijkwaardig is aan het niveau, vermeld in artikel 22, 3°, a).

§ 4. In afwijking van paragrafen 1 en 2 en van artikel 25 kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de toegang tot en de uitoefening van het beroep weigeren aan houders van een bekwaamheidsattest als vermeld in artikel 22, 1°, als de benodigde beroepskwalificatie in België een beroepskwalificatie is als vermeld in artikel 22, 5°.

**Art. 25. § 1.** De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan in een van de volgende gevallen van de aanvrager eisen dat hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar doorloopt of een proeve van bekwaamheid aflegt :

1° de door de aanvrager gevolgde opleiding heeft betrekking op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden bestreken door de in België vereiste opleidingstitel ;

2° het door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie gereguleerde beroep omvat een of meer gereguleerde beroepswerkzaamheden die niet bestaan in het overeenkomstige beroep in de lidstaat van oorsprong van de aanvrager, en er is door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een opleiding vereist die betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke vallen onder het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel die de aanvrager voorlegt.

§ 2. Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van de mogelijkheid vermeld in paragraaf 1 gebruikmaakt, laat ze de aanvrager de keuze tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid.



Lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune estime que, pour une profession déterminée, il est nécessaire de déroger au choix laissé au demandeur entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, elle en informe préalablement les autres États membres et la Commission européenne en fournissant une justification adéquate pour cette dérogation.

À défaut de réaction de la Commission européenne dans un délai de trois mois après la réception de toutes les informations nécessaires via un acte d'exécution dans lequel elle demande à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune de s'abstenir de prendre la mesure envisagée, la dérogation peut être appliquée.

§ 3. Pour les professions dont l'exercice exige une connaissance précise du droit applicable en région bilingue de Bruxelles-Capitale et dont un élément essentiel et constant de l'activité est la fourniture de conseils et/ou d'assistance concernant ce droit, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut, par dérogation au principe énoncé au paragraphe 2, selon lequel le demandeur a le droit de choisir, prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude.

Ceci s'applique également au cas prévu à l'article 21, 2°.

Dans le cas visé à l'article 21, 1°, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut imposer un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude si le demandeur envisage d'exercer, à titre d'indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, des activités professionnelles qui supposent la connaissance et l'application des prescriptions spécifiques applicables en région bilingue de Bruxelles-Capitale, pour autant que l'autorité compétente de la Commission communautaire commune exige également des demandeurs ayant acquis leurs qualifications professionnelles en Belgique la connaissance et l'application de cette réglementation pour exercer lesdites activités.

Par dérogation au principe énoncé au paragraphe 2, selon lequel le demandeur a le droit de choisir, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude, dans un des cas suivants :

1° le titulaire d'une qualification professionnelle telle que visée à l'article 22, 1°, demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles alors que la qualification professionnelle requise en région bilingue de Bruxelles-Capitale est une qualification professionnelle visée à l'article 22, 3° ;

2° le titulaire d'une qualification professionnelle telle que visée à l'article 22, 2°, demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle requise en région bilingue de Bruxelles-Capitale est une qualification professionnelle visée à l'article 22, 4° ou 5°.

Lorsque le titulaire d'une qualification professionnelle telle que visée à l'article 22, 1°, dépose une demande de reconnaissance de ses qualifications professionnelles alors que la qualification professionnelle requise en région bilingue de Bruxelles-Capitale est une qualification professionnelle telle que visée à l'article 22, 4°, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut prescrire tant un stage d'adaptation qu'une épreuve d'aptitude.

§ 4. Dans le présent article, on entend par « matières substantiellement différentes » : des matières dont la connaissance, les aptitudes et compétences sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur présente des différences importantes en termes de durée ou de contenu par rapport à la formation exigée par la Commission communautaire commune.

§ 5. Le paragraphe 1<sup>er</sup> est appliqué dans le respect du principe de proportionnalité. Si l'autorité compétente de la Commission communautaire commune envisage d'exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, elle vérifie d'abord si les connaissances, aptitudes et compétences acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle ou d'un apprentissage tout au long de la vie et ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, dans un État membre ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, la différence substantielle visée au paragraphe 4.

§ 6. La décision de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune imposant un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude est dûment justifiée. Le demandeur reçoit les informations suivantes :

1° le niveau de qualification professionnelle requis par la Commission communautaire commune et le niveau de la qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la classification figurant à l'article 22 ;

Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie meent dat het voor een bepaald beroep noodzakelijk is van het eerste lid af te wijken en de aanvrager niet de keuze te laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid, brengt ze de andere lidstaten en de Europese Commissie daarvan vooraf op de hoogte, waarbij ze die afwijking afdoende motiveert.

Bij gebrek aan een reactie van de Europese Commissie binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van alle nodige informatie via een uitvoeringshandeling waarbij ze de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vraagt om van de voorgenomen maatregel af te zien, mag de afwijking worden toegepast.

§ 3. In afwijking van het beginsel vermeld in paragraaf 2, op grond waarvan de aanvrager het recht heeft te kiezen, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ofwel een aanpassingsstage, ofwel een proeve van bekwaamheid voorschrijven, met betrekking tot beroepen waarvoor de uitoefening een precieze kennis van het in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad toepasselijke recht veronderstelt en waarvan het verstrekken van advies of het verlenen van bijstand op het gebied van dat recht een essentieel en constant element is.

Dat geldt ook voor het geval vermeld in artikel 21, 2°.

In het geval vermeld in artikel 21, 1°, mag de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een aanpassingsstage of een proeve van bekwaamheid opleggen als de aanvrager de bedoeling heeft om als zelfstandige of als bedrijfsleider beroepsactiviteiten uit te oefenen waarvoor kennis en toepassing van de in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vigerende specifieke voorschriften noodzakelijk zijn, op voorwaarde dat de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ook van aanvragers die hun beroepskwalificaties in België hebben verkregen, de kennis en toepassing van die voorschriften eist als voorwaarde voor de toegang tot een dergelijke activiteit.

In afwijking van het beginsel vermeld in paragraaf 2, op grond waarvan de aanvrager het recht heeft te kiezen, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie hetzij een aanpassingsstage hetzij een proeve van bekwaamheid voorschrijven in een van de volgende gevallen :

1° de houder van een beroepskwalificatie als vermeld in artikel 22, 1°, dient een aanvraag tot erkenning van zijn beroepskwalificaties in, terwijl de benodigde beroepskwalificatie in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad een beroepskwalificatie is als vermeld in artikel 22, 3° ;

2° de houder van een beroepskwalificatie als vermeld in artikel 22, 2°, dient een aanvraag tot erkenning van zijn beroepskwalificaties in, terwijl de benodigde beroepskwalificatie in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad een beroepskwalificatie is als vermeld in artikel 22, 4° of 5°.

Als de houder van een beroepskwalificatie als vermeld in artikel 22, 1°, een verzoek tot erkenning van zijn beroepskwalificaties indient, terwijl de benodigde beroepskwalificatie in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad een beroepskwalificatie is als vermeld in artikel 22, 4°, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zowel een aanpassingsstage als een proeve van bekwaamheid voorschrijven.

§ 4. In dit artikel wordt verstaan onder « vakgebieden die wezenlijk verschillen » : de vakgebieden waarvan de kennis en de vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua inhoud wezenlijk afwijkt van de opleiding die door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vereist is.

§ 5. Paragraaf 1 wordt toegepast met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel. Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie overweegt van de aanvrager een aanpassingsstage of proeve van bekwaamheid te vereisen, gaat ze met name eerst na of de kennis, vaardigheden en competenties die de aanvrager heeft verworven in het kader van zijn beroepservaring of in het kader van een leven lang leren en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd, in een lidstaat of derde land het wezenlijk verschil, vermeld in paragraaf 4, geheel of gedeeltelijk kunnen overbruggen.

§ 6. De beslissing van de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot het opleggen van een aanpassingsstage of proeve van bekwaamheid, wordt naar behoren gemotiveerd. De aanvrager krijgt de volgende informatie :

1° het door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vereiste beroepskwalificatieniveau en het door de aanvrager behaalde beroepskwalificatieniveau volgens de classificatie, vermeld in artikel 22 ;

2° les différences substantielles visées au paragraphe 4, et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent.

§ 7. Lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune décide d'imposer au demandeur une épreuve d'aptitude, elle l'organise dans un délai maximal de six mois à compter de cette décision.

#### Section 2. — Reconnaissance de l'expérience professionnelle

**Art. 26.** Lorsque l'accès à l'une des activités énumérées à l'annexe 2 de la présente ordonnance, ou son exercice, est subordonné à la possession de connaissances et d'aptitudes générales, commerciales ou professionnelles, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune reconnaît comme preuve suffisante de ces connaissances et aptitudes l'exercice préalable de l'activité considérée dans un autre État membre. Cette activité doit avoir été exercée conformément aux articles 27, 28 et 29.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'activités figurant sur la liste I de l'annexe 2 de la présente ordonnance, l'exercice préalable de l'activité considérée doit avoir été effectué dans une des périodes suivantes :

1° soit pendant six années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise ;

2° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent ;

3° soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent ;

4° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant cinq ans au moins ;

5° soit pendant cinq années consécutives dans une fonction de cadre supérieur, le bénéficiaire ayant été durant trois années au moins chargé de tâches techniques et responsable d'au moins un département de l'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 4°, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date de la présentation du dossier complet de l'intéressé auprès de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune.

§ 3. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, ne s'applique pas aux activités relevant du groupe Ex 855 de la nomenclature CITE, Salons de coiffure.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'activités figurant sur la liste II de l'annexe 2 de la présente ordonnance, l'exercice préalable de l'activité considérée doit avoir été effectué dans une des périodes suivantes :

1° soit pendant cinq années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise ;

2° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent ;

3° soit pendant quatre années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent ;

4° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant cinq ans au moins ;

2° de wezenlijke verschillen, vermeld in paragraaf 4, en de redenen waarom die verschillen niet kunnen worden gecompenseerd door de kennis, vaardigheden en competenties die zijn verworven door beroepservaring of levenslang leren, en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd.

§ 7. Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie beslist de aanvrager een proeve van bekwaamheid op te leggen, organiseert ze die binnen een termijn van zes maanden na deze beslissing.

#### Afdeling 2. — Erkenning van beroepservaring

**Art. 26.** Als de toegang tot of de uitoefening van een werkzaamheid als vermeld in bijlage 2, die bij deze ordonnantie is gevoegd, afhankelijk wordt gesteld van het bezit van algemene kennis, handels- of vakkennis en -bekwaamheid, beschouwt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie als genoegzaam bewijs van die kennis en bekwaamheid het feit dat de werkzaamheid in kwestie voorafgaandelijk in een andere lidstaat is uitgeoefend. De werkzaamheid moet conform artikel 27, 28 en 29 zijn uitgeoefend.

**Art. 27.** § 1. Bij de werkzaamheden opgenomen in lijst I van bijlage 2, die bij deze ordonnantie is gevoegd, moet de voorafgaande werkzaamheid zijn uitgeoefend :

1° hetzij gedurende zes opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider ;

2° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend ;

3° hetzij gedurende vier opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend ;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige, als de begunstigde kan aantonen dat hij de werkzaamheid in kwestie gedurende ten minste vijf jaar als werknemer heeft uitgeoefend ;

5° hetzij gedurende vijf opeenvolgende jaren als lid van het leidinggevend personeel, waarvan gedurende ten minste drie jaar belast met technische taken en verantwoordelijk voor ten minste een afdeling van de onderneming, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend.

§ 2. In de gevallen vermeld in paragraaf 1, 1° en 4°, mag de werkzaamheid niet meer dan tien jaar vóór de datum van de indiening van het volledige dossier van de betrokkene bij de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn beëindigd.

§ 3. Paragraaf 1, 5°, is niet van toepassing op de werkzaamheden van groep Ex 855 van de ISIC-nomenclatuur, Kapsalons.

**Art. 28.** § 1. Bij werkzaamheden opgenomen in lijst II van bijlage 2, die bij deze ordonnantie is gevoegd, moet de voorafgaande werkzaamheid zijn uitgeoefend :

1° hetzij gedurende vijf opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider ;

2° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend ;

3° hetzij gedurende vier opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend ;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij de werkzaamheid in kwestie gedurende ten minste vijf jaar als werknemer heeft uitgeoefend ;

5° soit pendant cinq années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins trois ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent ;

6° soit pendant six années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable d'au moins deux ans sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, et 4°, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date de la présentation du dossier complet de l'intéressé auprès de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'activités figurant sur la liste III de l'annexe 2 de la présente ordonnance, l'exercice préalable de l'activité considérée doit avoir été effectué dans une des périodes suivantes :

1° soit pendant trois années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise ;

2° soit pendant deux années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent ;

3° soit pendant deux années consécutives à titre indépendant ou en qualité de dirigeant d'entreprise, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a exercé l'activité en question à titre salarié pendant trois ans au moins ;

4° soit pendant trois années consécutives à titre salarié, lorsque le bénéficiaire prouve qu'il a reçu, pour l'activité en question, une formation préalable sanctionnée par un certificat reconnu par l'État membre ou jugée pleinement valable par un organisme professionnel compétent.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, et 3°, cette activité ne doit pas avoir pris fin depuis plus de dix ans à la date de la présentation du dossier complet de l'intéressé auprès de l'autorité compétente de la Commission communautaire commune.

### Section 3. — Reconnaissance automatique sur la base de principes communs de formation

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Aux fins du présent article, un « cadre commun de formation » désigne : un ensemble commun de connaissances, aptitudes et compétences minimales nécessaires à l'exercice d'une profession spécifique.

Un cadre commun de formation est mis en place par la Commission européenne au moyen d'un acte d'exécution fixé par l'article 49*bis*, alinéa 4, de la directive.

L'autorité compétente de la Commission communautaire commune accorde aux titres de formation acquis sur la base d'un cadre commun de formations le même effet qu'aux titres de formation délivrés en Belgique.

§ 2. Une organisation professionnelle belge ou une autorité compétente de la Commission communautaire commune peut présenter à la Commission européenne des propositions de cadres communs de formation conformément à l'article 49*bis*, alinéa 3, de la directive.

§ 3. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune est exemptée de l'obligation d'introduire un cadre commun de formation ainsi que de l'obligation de reconnaître automatiquement des qualifications professionnelles acquises en vertu de ce cadre commun de formation s'il est satisfait à l'une des conditions suivantes :

1° il n'existe pas d'institutions d'enseignement ou de formation en Belgique pouvant offrir la formation professionnelle concernée ;

2° l'introduction du cadre commun de formation aurait un impact négatif sur l'organisation de son système éducatif et de formation professionnelle ;

3° il existe des différences substantielles entre le cadre commun de formation et la formation exigée par la Commission communautaire commune, qui représentent des risques sérieux pour l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique ou la sécurité des bénéficiaires des services ou la protection de l'environnement.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Aux fins du présent article, une « épreuve commune de formation » désigne : une épreuve d'aptitude standardisée disponible dans tous les États membres participants et réservée aux titulaires de qualifications professionnelles déterminées.

5° hetzij gedurende vijf opeenvolgende jaren als werknemer, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste drie jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend ;

6° hetzij gedurende zes opeenvolgende jaren als werknemer, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding van ten minste twee jaar heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend.

§ 2. In de gevallen vermeld in paragraaf 1, 1°, en 4°, mag de werkzaamheid niet meer dan tien jaar vóór de datum van de indiening van het volledige dossier van de betrokkene bij de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn beëindigd.

**Art. 29.** § 1. Bij de werkzaamheden opgenomen in lijst III van bijlage 2, die bij deze ordonnantie is gevoegd, moet de voorafgaande werkzaamheid zijn uitgeoefend :

1° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider ;

2° hetzij gedurende twee opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend ;

3° hetzij gedurende twee opeenvolgende jaren als zelfstandige of als bedrijfsleider, als de begunstigde kan aantonen dat hij de werkzaamheid in kwestie gedurende ten minste drie jaar als werknemer heeft uitgeoefend ;

4° hetzij gedurende drie opeenvolgende jaren als werknemer, als de begunstigde kan aantonen dat hij voor de werkzaamheid in kwestie een voorafgaande opleiding heeft gevolgd, die met een door de lidstaat erkend certificaat is afgesloten of die door een bevoegde beroepsorganisatie als volwaardig is erkend.

§ 2. In de gevallen vermeld in paragraaf 1, 1°, en 3°, mag de werkzaamheid niet meer dan tien jaar vóór de datum van indiening van het volledige dossier van de betrokkene bij de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn beëindigd.

### Afdeling 3. — Automatische erkenning op basis van gemeenschappelijke opleidingsbeginselen

**Art. 30.** § 1. In dit artikel wordt verstaan onder « gemeenschappelijk opleidingskader » : een voor de uitoefening van een specifiek beroep vereist gemeenschappelijk geheel van minimumkennis, vaardigheden en competenties.

Een gemeenschappelijk opleidingskader wordt vastgesteld via een in artikel 49*bis*, lid 4, van de richtlijn bepaalde uitvoeringshandeling van de Europese Commissie.

De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie verbindt aan de opleidingstitels die zijn verworven op basis van een gemeenschappelijk opleidingskader dezelfde gevolgen als aan de opleidingstitels die in België worden afgegeven.

§ 2. Een Belgische beroepsorganisatie of een bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan de Europese Commissie overeenkomstig artikel 49*bis*, lid 3 van de richtlijn voorstellen voorleggen voor gemeenschappelijke opleidingskaders.

§ 3. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt vrijgesteld van de verplichting om een gemeenschappelijk opleidingskader vast te stellen, alsook van de verplichting om automatische erkenning te verlenen aan beroepskwalificaties die verworven zijn op grond van het gemeenschappelijke opleidingskader, als aan één van de volgende voorwaarden is voldaan :

1° in België zijn er geen onderwijs- of opleidingsinstellingen die een dergelijke opleiding voor het beroep in kwestie kunnen aanbieden ;

2° de invoering van het gemeenschappelijke opleidingskader zou nadelige gevolgen hebben voor de organisatie van het onderwijs- en opleidingsstelsel ;

3° tussen het gemeenschappelijke opleidingskader en de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vereiste opleiding zijn er wezenlijke verschillen die ernstige risico's inhouden voor de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten of de bescherming van het milieu.

**Art. 31.** § 1. In dit artikel wordt verstaan onder « gemeenschappelijk opleidingsproef » : een gestandaardiseerde proeve van bekwaamheid die in alle deelnemende lidstaten beschikbaar is en voorbehouden is voor houders van bepaalde beroepskwalificaties.



Une épreuve commune de formation est mise en place par la Commission européenne au moyen d'un acte d'exécution fixé par l'article 49<sup>ter</sup>, alinéa 4, de la directive.

La réussite de cette épreuve dans un autre État membre permet au titulaire d'une qualification professionnelle subordonnée à une épreuve commune de formation d'exercer la profession en région bilingue de Bruxelles-Capitale dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les titulaires de qualifications professionnelles requises en Belgique.

§ 2. Une organisation professionnelle belge ou une autorité compétente de la Commission communautaire commune peut présenter à la Commission européenne des propositions d'épreuves communes de formation conformément à l'article 49<sup>ter</sup>, alinéa 3, de la directive.

§ 3. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune est exemptée de l'obligation d'organiser des épreuves communes de formation et de l'obligation de reconnaître automatiquement les professionnels ayant réussi une épreuve commune de formation si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° la profession concernée n'est pas réglementée par la Commission communautaire commune ;

2° le contenu de l'épreuve commune de formation ne réduit pas suffisamment les risques sérieux pour la santé publique ou pour la sécurité des destinataires des services qui doivent être pris en compte en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° le contenu de l'épreuve commune de formation rendrait l'accès à la profession beaucoup moins intéressant par rapport aux exigences appliquées en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

#### Section 4. — Dispositions communes en matière d'établissement

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'elles statuent sur une demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer la profession réglementée concernée conformément au présent chapitre, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune peuvent exiger les documents énumérés au paragraphe 6.

Les documents visés au paragraphe 6, 4°, 5° et 6°, ne peuvent dater de plus de trois mois, lors de leur production.

Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune assurent le secret des informations transmises.

§ 2. En cas de doute justifié, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut exiger des autorités compétentes d'un autre État membre une confirmation de l'authenticité des attestations et des titres de formation délivrés dans cet autre État membre.

§ 3. En cas de doute justifié, lorsqu'un titre de formation a été délivré par une autorité compétente d'un autre État membre et comprend une formation reçue, en tout ou en partie, dans un établissement légalement établi sur le territoire d'un autre État membre encore, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune est habilitée à vérifier auprès de l'autorité compétente de l'État membre ayant délivré le diplôme :

1° si le cycle de formation dispensé par l'établissement concerné a été formellement certifié par l'établissement d'enseignement situé dans l'État membre où la délivrance a eu lieu ;

2° si le titre de formation est le même que celui qui aurait été délivré si la formation avait été entièrement suivie dans un État membre où la délivrance a eu lieu ;

3° si le titre de formation confère les mêmes droits d'accès à la profession sur le territoire de l'État membre où la délivrance a eu lieu.

§ 4. En cas de doute justifié, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut demander aux autorités compétentes d'un autre État membre une confirmation du fait que l'exercice de la profession par le demandeur n'est pas suspendu ou interdit pour faute professionnelle grave ou infraction pénale liée à l'exercice de l'une ou l'autre de ses activités professionnelles.

§ 5. Lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune exige des demandeurs ayant acquis leurs qualifications professionnelles en Belgique une prestation de serment ou une déclaration solennelle pour l'accès à une profession réglementée ou son exercice et dans les cas où la formule de ce serment ou de cette déclaration ne peut être utilisée par les ressortissants des autres États membres, elle veille à ce qu'une formule appropriée et équivalente puisse être utilisée par les intéressés.

Een gemeenschappelijk opleidingskader wordt vastgesteld via een in artikel 49<sup>ter</sup>, lid 4 van de richtlijn bepaalde uitvoeringshandeling van de Europese Commissie.

De houder van een beroepskwalificatie die onderworpen wordt aan een gemeenschappelijke opleidingsproef, mag, als hij slaagt voor de proef in een andere lidstaat, het beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad onder dezelfde voorwaarden uitoefenen als de houders van een in België verworven beroepskwalificatie.

§ 2. Een Belgische beroepsorganisatie of een bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan de Europese Commissie overeenkomstig artikel 49<sup>ter</sup>, lid 3, van de richtlijn voorstellen voorleggen voor gemeenschappelijke opleidingsproeven.

§ 3. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt vrijgesteld van de verplichting om gemeenschappelijke opleidingsproeven te organiseren, alsook van de verplichting om automatisch erkenning te verlenen aan beroepsbeoefenaars die geslaagd zijn voor een gemeenschappelijke opleidingsproef als aan één van de volgende voorwaarden is voldaan :

1° het beroep in kwestie is door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie niet gereguleerd ;

2° de inhoud van de gemeenschappelijke opleidingsproef beperkt in onvoldoende mate ernstige risico's voor de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten die in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad van belang zijn ;

3° de inhoud van de gemeenschappelijke opleidingsproef zou de toegang tot het beroep aanzienlijk minder aantrekkelijk maken in vergelijking met de eisen die gelden in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

#### Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen over vestiging

**Art. 32.** § 1. Als de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie conform dit hoofdstuk over een aanvraag tot uitoefening van het gereguleerde beroep in kwestie beslissen, kunnen ze de documenten vermeld in paragraaf 6 eisen.

De documenten, vermeld in paragraaf 6, 4°, 5° en 6°, mogen niet ouder dan drie maanden zijn als ze voorgelegd worden.

De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zorgen ervoor dat de inhoud van de verstrekte informatie geheim blijft.

§ 2. In geval van gegronde twijfel kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de bevoegde autoriteiten van een andere lidstaat vragen om de echtheid te bevestigen van de in die andere lidstaat afgegeven getuigschriften en opleidingstitels.

§ 3. In geval van gegronde twijfel, als de opleidingstitels zijn afgegeven door een bevoegde autoriteit in een andere lidstaat en een opleiding omvatten die geheel of gedeeltelijk is gevolgd in een rechtmatig op het grondgebied van nog een andere lidstaat gevestigde instelling, mag de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bij de bevoegde autoriteit in de lidstaat waar het diploma vandaan komt, nagaan of :

1° de opleidingscyclus aan de instelling die de opleiding heeft verzorgd, officieel is gecertificeerd door de onderwijsinstelling die gevestigd is in de lidstaat vanwaar het diploma afkomstig is ;

2° de opleidingstitel dezelfde is als de titel die zou zijn verleend als de opleiding in haar geheel was gevolgd in de lidstaat vanwaar het diploma afkomstig is ;

3° de opleidingstitel dezelfde beroepsrechten verleent op het grondgebied van de lidstaat vanwaar het diploma afkomstig is.

§ 4. In geval van gegronde twijfel kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de bevoegde autoriteiten van een andere lidstaat verzoeken om te bevestigen dat de aanvrager geen tijdelijk of permanent verbod heeft tot beroepsuitoefening als gevolg van ernstige beroepsfouten of strafrechtelijke veroordelingen die betrekking hebben op de uitoefening van een van zijn beroepsactiviteiten.

§ 5. Als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie eist dat personen die hun beroepskwalificaties in België hebben verkregen, voor de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep een eed of gelofte afleggen en als de formule van die eed of gelofte niet door onderdanen van de andere lidstaten kan worden gebruikt, ziet ze erop toe dat de betrokkenen een passende gelijkwaardige formule kunnen gebruiken.

§ 6. Conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, les documents suivants peuvent être demandés :

1° une preuve de la nationalité de l'intéressé ;

2° une copie des attestations de compétences ou du titre de formation qui donne accès à la profession en cause et, le cas échéant, une attestation de l'expérience professionnelle de l'intéressé. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune peuvent exiger du demandeur de fournir des informations concernant sa formation dans la mesure nécessaire pour déterminer l'existence éventuelle de différences substantielles avec la formation exigée en Belgique, telles que visées à l'article 25. Si le demandeur est dans l'impossibilité de fournir ces informations, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune s'adresse au point de contact, à l'autorité compétente ou à tout autre organisme compétent de l'État membre d'origine ;

3° pour les cas visés à l'article 26, une attestation portant sur la nature et la durée de l'activité, délivrée par l'autorité ou l'organisme compétent de l'État membre d'origine ou de provenance de l'intéressé ;

4° une autorité compétente de la Commission communautaire commune qui subordonne l'accès à une profession réglementée à la production d'un certificat de bonne vie et mœurs ou une attestation d'absence de faillite, ou qui suspend ou interdit l'exercice d'une telle profession en cas de faute professionnelle grave ou d'infraction pénale, accepte comme preuve suffisante pour les ressortissants des États membres qui veulent exercer cette profession en région bilingue de Bruxelles-Capitale la production de documents délivrés par les autorités compétentes de l'État membre d'origine ou de provenance de l'intéressé, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites ;

5° lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune exige, pour l'accès à une profession réglementée, des demandeurs ayant obtenu leurs qualifications professionnelles en Belgique, un document relatif à la santé physique ou psychique du demandeur, elle accepte comme preuve suffisante la production du document exigé dans l'État membre d'origine. Lorsque l'État membre d'origine n'exige pas de document de cette nature, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune accepte une attestation délivrée par une autorité compétente de cet État membre ;

6° lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune exige, pour l'accès à une profession réglementée, des demandeurs ayant obtenu leurs qualifications professionnelles en Belgique, une des preuves suivantes, elle accepte comme preuve suffisante une attestation y afférente délivrée par les banques et entreprises d'assurance d'un autre État membre :

a) une preuve de la capacité financière du demandeur ;

b) une preuve que le demandeur est assuré contre les risques pécuniaires liés à la responsabilité professionnelle conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur en Belgique en ce qui concerne les modalités et l'étendue de cette garantie ;

7° lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire commune exige également des demandeurs ayant obtenu leurs qualifications professionnelles en Belgique, une attestation confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession ou de condamnations pénales.

Lorsque les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, ne sont pas délivrés par les autorités compétentes de l'État membre d'origine ou de provenance, ils sont remplacés par une déclaration sous serment, ou, dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle qui est faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente ou, le cas échéant, devant un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'État membre d'origine ou de provenance, qui délivrera une attestation faisant foi de ce serment ou de cette déclaration solennelle.

§ 7. Par rapport aux documents visés aux paragraphes 6, 4° et 5°, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune fait parvenir les documents requis auprès de l'autorité compétente d'un autre État membre dans un délai de deux mois.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois à compter de sa réception et l'informe, le cas échéant, de tout document manquant.

§ 2. La procédure d'examen d'une demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une profession réglementée est achevée dans les trois mois à compter de la présentation du dossier complet du demandeur et sanctionnée par une décision dûment motivée de l'autorité compétente

§ 6. Conform paragraaf 1 kunnen de volgende documenten worden opgevraagd :

1° een nationaliteitsbewijs ;

2° een kopie van de bekwaamheidsattesten of van de opleidingstitel die toegang verleent tot het beroep in kwestie plus eventueel een bewijs van beroepservaring van de persoon in kwestie. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kunnen van de aanvrager eisen dat hij informatie over zijn opleiding verstrekt als dat noodzakelijk is om vast te stellen of er eventuele wezenlijke verschillen met de vereiste Belgische opleiding bestaan als vermeld in artikel 25. Als de aanvrager die informatie niet kan verstrekken, richt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zich tot het contactpunt, de bevoegde autoriteit of iedere andere relevante instelling van de lidstaat van oorsprong ;

3° in het geval vermeld in artikel 26, een verklaring over de aard en de duur van de werkzaamheden, afgegeven door de bevoegde autoriteit of instelling in de lidstaat van oorsprong of herkomst van de betrokkene ;

4° een bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die de toegang tot een gereguleerd beroep afhankelijk maakt van de indiening van bewijzen dat de betrokkene van goed zedelijk gedrag is of nooit failliet is gegaan, of die de uitoefening van zo een beroep in geval van ernstige beroepsfouten of strafrechtelijke inbreuken tijdelijk of permanent verbiedt, aanvaardt voor onderdanen van de lidstaten die het beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad willen uitoefenen, als genoegzaam bewijs documenten die afgegeven zijn door de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van oorsprong of herkomst van de betrokkene, waaruit blijkt dat aan die voorwaarden is voldaan ;

5° als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de toegang tot een gereguleerd beroep van aanvragers die hun beroepskwalificaties in België hebben verkregen, een document over de geestelijke of lichamelijke gezondheid van de aanvrager eist, aanvaardt ze als genoegzaam bewijs het document dat in de lidstaat van oorsprong wordt geëist. Als de lidstaat van oorsprong dergelijke documenten niet eist, aanvaardt de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie een getuigschrift dat afgegeven is door een bevoegde autoriteit van die lidstaat ;

6° als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de toegang tot een gereguleerd beroep van aanvragers die hun beroepskwalificaties in België hebben verkregen, een van de volgende bewijzen eist, aanvaardt ze als genoegzaam bewijs een getuigschrift ter zake dat afgegeven is door de banken en verzekeringsmaatschappijen van een andere lidstaat :

a) een bewijs van de financiële draagkracht van de aanvrager ;

b) een bewijs dat de aanvrager is verzekerd tegen de financiële risico's die verband houden met de beroepsaansprakelijkheid volgens de wettelijke voorschriften voor de voorwaarden en de omvang van die garantie, die van toepassing zijn in België ;

7° als de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dat ook eist van aanvragers die hun beroepskwalificaties in België hebben verkregen, een attest waarin wordt bevestigd dat er geen tijdelijk of definitief verbod op beroepsuitoefening dan wel geen strafrechtelijke veroordeling is.

Als de documenten, vermeld in het eerste lid, 4°, niet door de in de lidstaat van oorsprong of herkomst bevoegde autoriteiten worden afgegeven, worden ze vervangen door een verklaring onder ede of, in de lidstaten waar de eed niet bestaat, door een plechtige verklaring die door de betrokkene wordt afgelegd tegenover een bevoegde gerechtelijke of overheidsautoriteit of eventueel tegenover een notaris of een bevoegde beroepsvereniging in de lidstaat van oorsprong of herkomst, die een attest verstrekt waaruit blijkt dat de verklaring onder ede is afgelegd of dat een plechtige verklaring is afgelegd.

§ 7. Met betrekking tot de documenten, vermeld in paragrafen 6, 4° en 5°, geeft de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de gevraagde documenten binnen twee maanden aan de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat.

**Art. 33.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevestigt binnen een maand de ontvangst van het dossier van de aanvrager en deelt in voorkomend geval mee welke documenten ontbreken.

§ 2. De procedure voor de behandeling van een aanvraag om een gereguleerd beroep te mogen uitoefenen, wordt uiterlijk drie maanden na de indiening van het volledige dossier van de aanvrager door een met redenen omkleed besluit van de bevoegde autoriteit van

de la Commission communautaire commune. Toutefois, ce délai peut être prorogé d'un mois pour les professions qui tombent sous l'application des sections 1re et 2.

#### CHAPITRE 4. — Modalités d'exercice de la profession

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Les professionnels bénéficiant de la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles doivent avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Les contrôles effectués pour vérifier les connaissances linguistiques visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont limités à la connaissance d'une langue officielle belge.

§ 3. Les contrôles visant à vérifier les connaissances linguistiques visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être imposés si la profession à exercer a des implications en matière de sécurité des patients ou, pour d'autres professions, s'il existe un doute sérieux et concret quant au niveau suffisant des connaissances linguistiques du professionnel au regard des activités professionnelles qu'il entend exercer.

Ces contrôles ne peuvent avoir lieu qu'après la délivrance d'une carte professionnelle européenne conformément à l'article 11 ou, le cas échéant, après la reconnaissance d'une qualification professionnelle.

§ 4. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune qui effectue le contrôle s'assure que celui-ci est proportionné à l'activité à exercer.

**Art. 35.** Sans préjudice de l'article 18, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune veille à ce que le droit soit reconnu aux intéressés de faire usage de leurs titres de formation conférés dans l'État membre d'origine, et éventuellement de son abréviation, dans la langue de cet État. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut prescrire que ce titre soit suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. Lorsque le titre de formation de l'État membre d'origine peut être confondu en Belgique avec un titre exigeant en Belgique une formation complémentaire non acquise par le bénéficiaire, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune peut prescrire que celui-ci utilisera le titre de formation de l'État membre d'origine dans une forme appropriée qu'elle indique.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Si l'accès à une profession réglementée en région bilingue de Bruxelles-Capitale est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, l'autorité compétente de la Commission communautaire commune reconnaît, lorsqu'elle examine une demande d'autorisation d'exercer la profession réglementée, les stages professionnels effectués dans un autre État membre sous réserve que le stage soit conforme aux lignes directrices visées au paragraphe 2. Elle tient compte des stages professionnels effectués dans un pays tiers.

Une limite raisonnable pour la durée de la partie du stage professionnel pouvant être effectuée à l'étranger peut toutefois être fixée.

§ 2. La reconnaissance du stage professionnel ne remplace aucune des exigences imposées pour la réussite d'un examen afin d'obtenir l'accès à la profession en question.

Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune publient des lignes directrices relatives à l'organisation et à la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre ou dans un pays tiers, notamment en ce qui concerne le rôle du responsable du stage professionnel.

#### CHAPITRE 5. — Coopération administrative

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune collaborent étroitement avec les autorités compétentes des autres États membres et se prêtent une assistance mutuelle afin de faciliter l'application de la présente directive. Elles assurent la confidentialité des informations qu'elles échangent.

§ 2. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune échangent des informations avec les autorités compétentes des autres États membres sur les sanctions disciplinaires ou pénales qui ont été prises et sur des faits graves et précis susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exercice des activités au titre de la directive, dans le respect du règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la loi du 24 août 2005 visant à transposer certaines dispositions de la directive services financiers à distance et de la directive vie privée et communications électroniques.

À la demande des autorités compétentes de l'État membre d'accueil, lorsque la Belgique est l'État membre d'origine, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune examinent la véracité des faits, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, décident de la nature et de l'ampleur des investigations qui doivent être faites et

de de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie afgesloten. Die uiterste datum kan echter met één maand worden verlengd voor de beroepen die onder afdeling 1 en 2 vallen.

#### HOOFDSTUK 4. — Wijze van uitoefening van het beroep

**Art. 34.** § 1. De beroepsbeoefenaars die een erkenning van hun beroepskwalificaties hebben verkregen, beschikken over de talenkennis die voor de uitoefening van hun beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vereist is.

§ 2. De controles die tot doel hebben de talenkennis, vermeld in paragraaf 1, na te gaan, zijn beperkt tot de kennis van één officiële Belgische landstaal.

§ 3. De controles die erop gericht zijn de talenkennis, vermeld in paragraaf 1, na te gaan, mogen worden opgelegd als het uit te oefenen beroep implicaties voor de veiligheid van de patiënt heeft of, ten aanzien van andere beroepen, als er ernstige en concrete twijfel over bestaat of de beroepsbeoefenaar over voldoende talenkennis beschikt voor de beroepswerkzaamheden die hij wil uitoefenen.

Er mogen enkel controles worden uitgevoerd na de afgifte van een Europese beroepskaart conform artikel 11 of, in voorkomend geval, na de erkenning van een beroepskwalificatie.

§ 4. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die de controle uitvoert, verzekert zich ervan dat die evenredig is met de uit te oefenen activiteit.

**Art. 35.** Onverminderd artikel 18 ziet de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erop toe dat de betrokkenen het recht hebben gebruik te maken van academische titels die hun verleend zijn in de lidstaat van oorsprong, en eventueel van de afkorting daarvan, in de taal van de lidstaat van herkomst. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan voorschrijven dat die titel wordt gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of van de examencommissie die de titel heeft verleend. Als een academische titel van de lidstaat van oorsprong in België kan worden verward met een titel waarvoor in België een aanvullende opleiding is vereist die de begunstigde niet heeft gevolgd, kan de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voorschrijven dat de begunstigde een academische titel van de lidstaat van oorsprong voert in een door haar aangegeven passende vorm.

**Art. 36.** § 1. Als voor de toegang tot een gereguleerd beroep in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad een beroepsstage moet worden volbracht, erkent de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als ze een verzoek tot toelating van de uitoefening van het gereguleerde beroep in overweging neemt, beroepsstages die in een andere lidstaat gevolgd zijn, als de stage in overeenstemming is met de richtsnoeren vermeld in paragraaf 2. Ze houdt daarbij rekening met een in een derde land gevolgde beroepsstage.

De duur van het deel van de beroepsstage die in het buitenland mag worden gevolgd, mag tot een redelijke periode beperkt worden.

§ 2. De erkenning van de beroepsstage komt niet in de plaats van het afleggen van een eventuele voor de toegang tot het beroep in kwestie vereiste prof.

De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie publiceren richtsnoeren voor de organisatie en de erkenning van beroepsstages die in een andere lidstaat of in een derde land worden gevolgd, namelijk over de rol van de supervisor van de beroepsstage.

#### HOOFDSTUK 5. — Administratieve samenwerking

**Art. 37.** § 1. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie werken met de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten nauw samen en verlenen elkaar wederzijdse bijstand bij de toepassing van de richtlijn. Ze zien toe op de vertrouwelijkheid van de door hen uitgewisselde informatie.

§ 2. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wisselen informatie uit met de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten over genomen tuchtrechtelijke maatregelen of strafrechtelijke sancties die genomen zijn, en over alle andere specifieke ernstige feiten die van invloed kunnen zijn op de uitoefening van werkzaamheden in het kader van de richtlijn, conform de regelgeving over de bescherming van natuurlijke personen bij de verwerking van persoonsgegevens en de wet van 24 augustus 2005 tot omzetting van verschillende bepalingen van de richtlijn financiële diensten op afstand en van de richtlijn privacy elektronische communicatie.

Op verzoek van de bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat gaan de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, als België de lidstaat van oorsprong is, de juistheid van de feiten na, vermeld in het eerste lid van deze paragraaf, bepalen ze de aard en de omvang van het in te stellen onderzoek en



communiquent aux autorités compétentes de l'État membre d'accueil les conséquences qu'elles tirent des informations transmises.

§ 3. Aux fins des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les autorités compétentes de la Commission communautaire commune utilisent l'IMI.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune informent les autorités compétentes des autres États membres d'un professionnel contre lequel une autorité belge ou une juridiction a adopté une décision de restriction ou d'interdiction, même temporaire, d'exercer certaines activités professionnelles réglementées déterminées ou une partie de celles-ci :

1° des professionnels exerçant des activités ayant des implications en matière de sécurité des patients lorsque les professionnels exercent une profession réglementée par la Commission communautaire commune ;

2° des professionnels exerçant des activités liées à l'éducation de mineurs, y compris la garde d'enfants et l'éducation de la petite enfance, lorsque les professionnels exercent une profession réglementée par la Commission communautaire commune.

§ 2. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune transmettent, au moyen d'une alerte via l'IMI, les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision restreignant ou interdisant au professionnel concerné l'exercice en totalité ou en partie de l'activité professionnelle. Ces informations se limitent aux éléments suivants :

1° l'identité du professionnel ;

2° la profession en question ;

3° les informations sur l'autorité ou la juridiction belge qui a adopté la décision de restriction ou d'interdiction ;

4° le champ de la restriction ou de l'interdiction ;

5° la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

§ 3. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune informent dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision de justice, les autorités compétentes de tous les autres États membres, au moyen d'une alerte via l'IMI, de l'identité des professionnels qui ont demandé la reconnaissance d'une qualification en vertu de cette ordonnance et qui par la suite ont été reconnus coupables par la justice d'avoir présenté de fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles.

§ 4. Le traitement de données à caractère personnel aux fins de l'échange d'informations visé aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 3 se fait en conformité avec le règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi du 24 août 2005 visant à transposer certaines dispositions de la directive Services financiers à Distance et de la directive Vie privée et Communications électroniques.

§ 5. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune qui communique les informations conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, informe immédiatement les autorités compétentes des autres États membres de la date d'expiration de l'interdiction ou de la restriction, ainsi que de toute modification ultérieure de cette date.

§ 6. Les autorités compétentes de la Commission communautaire commune informent les professionnels au sujet desquels un message d'alerte est envoyé aux autres États membres par écrit et en temps réel de la décision relative à cette alerte. Ils peuvent intenter un recours en vertu du droit national auprès du président du tribunal de première instance contre cette décision ou demander la rectification de la décision. Ils ont accès aux voies de droit pour obtenir réparation en cas de préjudice causé par une fausse alerte envoyée aux autres États membres. La décision relative à l'alerte est, le cas échéant, qualifiée de manière à indiquer qu'elle fait l'objet d'une procédure intentée par le professionnel.

§ 7. Les données relatives aux alertes peuvent être traitées pendant leur durée de validité. Les alertes sont supprimées dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision de révocation ou d'expiration de l'interdiction ou de la restriction visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire commune veille à ce que l'ensemble des exigences, procédures et formalités relatives aux matières couvertes par la présente ordonnance puissent être accomplies facilement à distance et par voie électronique.

brenge ze de bevoegde autoriteiten van de ontvangende lidstaat op de hoogte van de consequenties die ze trekken ten aanzien van de verstrekte informatie.

§ 3. Voor de toepassing van paragrafen 1 en 2 gebruiken de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie het IMI.

**Art. 38.** § 1. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie brengen de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten op de hoogte van een beroepsbeoefenaar die van een Belgische overheid of rechtbank een beperking of verbod, ook tijdelijk, gekregen heeft op de uitoefening van de volgende beroepsactiviteiten of een gedeelte daarvan :

1° beroepsbeoefenaars die activiteiten met implicaties voor de veiligheid van patiënten uitoefenen, als de beroepsbeoefenaars een beroep uitoefenen dat door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie gereguleerd is ;

2° beroepsbeoefenaars die activiteiten uitoefenen in verband met de opvoeding van minderjarigen, ook in de kinderopvang en het voor- en vroegschoolse onderwijs, als de beroepsbeoefenaar een beroep uitoefenen dat door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie gereguleerd is.

§ 2. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie versturen de informatie vermeld in de eerste paragraaf, met een waarschuwing via het IMI binnen drie dagen na het nemen van het besluit dat de betrokken beroepsbeoefenaar een verbod of beperking op de uitoefening van de beroepsactiviteit of een gedeelte daarvan oplegt. Die informatie blijft beperkt tot de volgende elementen :

1° de identiteit van de beroepsbeoefenaar ;

2° het betreffende beroep ;

3° de informatie over de Belgische autoriteit of rechtbank die het besluit tot beperking of verbod heeft genomen ;

4° de reikwijdte van de beperking of het verbod ;

5° de periode waarin de beperking of het verbod van kracht is.

§ 3. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie brengen de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten binnen drie dagen nadat de rechtbank het besluit heeft genomen, met een waarschuwing via het IMI, op de hoogte van de identiteit van beroepsbeoefenaars die krachtens deze ordonnantie een aanvraag tot erkenning van een kwalificatie hebben ingediend en die daarna in dat verband door een rechtbank schuldig zijn bevonden aan het gebruik van valse opleidingstitels.

§ 4. De verwerking van persoonsgegevens met het oog op de uitwisseling van informatie, vermeld in de eerste en derde paragraaf, vindt plaats conform de regelgeving over de bescherming van natuurlijke personen bij de verwerking van persoonsgegevens en de wet van 24 augustus 2005 tot omzetting van verschillende bepalingen van de richtlijn financiële diensten op afstand en van de richtlijn privacy elektronische communicatie.

§ 5. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die de informatie conform de eerste paragraaf hebben bezorgd, brengen de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten onmiddellijk op de hoogte van de einddatum van het verbod of de beperking, alsook van elke latere wijziging ervan.

§ 6. De bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie stellen de beroepsbeoefenaars over wie een waarschuwing naar de andere lidstaten wordt verzonden, op hetzelfde ogenblik als de waarschuwing, schriftelijk op de hoogte van het waarschuwingsbesluit. Ze kunnen tegen die beslissing overeenkomstig het Belgische recht beroep aantekenen of een verzoek tot rectificatie van de beslissing indienen. Ze hebben toegang tot rechtsmiddelen met betrekking tot alle schade die door een onjuiste waarschuwing van andere lidstaten is toegebracht. Het waarschuwingsbesluit wordt in voorkomend geval aangevuld met de verwijzing dat de beroepsbeoefenaar er een procedure tegen heeft ingeleid.

§ 7. Gegevens met betrekking tot waarschuwingen mogen slechts in het IMI worden verwerkt zolang ze van kracht zijn. Waarschuwingen worden gewist binnen drie dagen nadat het besluit tot intrekking is genomen of zodra het verbod of de beperking vermeld in de eerste paragraaf, afloopt.

**Art. 39.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zorgt ervoor dat alle vereisten, procedures en formaliteiten voor de aangelegenheden die onder deze ordonnantie vallen, eenvoudig, op afstand en met elektronische middelen kunnen worden afgewikkeld.

L'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'empêche pas l'autorité compétente de la Commission communautaire commune de demander à un stade ultérieur des copies certifiées conformes en cas de doute justifié et si cela s'avère strictement nécessaire.

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas au stage d'adaptation et à l'épreuve d'aptitude.

§ 3. Les procédures visées à l'article 18, § 5, et à l'article 33 commencent à courir au moment où un citoyen présente une demande ou, le cas échéant, des documents manquants à l'autorité compétente de la Commission communautaire commune. La demande de copies certifiées conformes, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, n'est pas considérée comme une demande de documents manquants.

#### CHAPITRE 6. — *Contrôle de proportionnalité*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Non-discrimination et justification par des objectifs d'intérêt général*

**Art. 40.** Avant d'adopter de nouvelles dispositions législatives, réglementaires ou administratives réglementant une profession ou de modifier de telles dispositions existantes, les Ministres veillent à ce que ces dispositions ne soient pas directement ou indirectement discriminatoires en fonction de la nationalité ou du lieu de résidence.

**Art. 41.** Les Ministres veillent à ce que les dispositions législatives, réglementaires ou administratives limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice qu'elle entend adopter et à ce que les modifications qu'elle souhaite apporter à de telles dispositions existantes soient justifiées par des objectifs d'intérêt général.

Les Ministres examinent notamment si les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont objectivement justifiées par des motifs liés au maintien de l'ordre public, de la sécurité publique ou de la santé publique, ou par des raisons impérieuses d'intérêt général.

Les motifs d'ordre purement économique ou les motifs purement administratifs ne peuvent constituer des raisons impérieuses d'intérêt général à même de justifier une limitation de l'accès à des professions réglementées ou de leur exercice.

##### *Section 2. — Proportionnalité et examen de proportionnalité*

**Art. 42.** Un examen de proportionnalité est fait, conformément à la présente ordonnance, préalablement à l'adoption ou à la modification de dispositions législatives, réglementaires ou administratives limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice. L'examen est effectué de manière objective et indépendante.

L'étendue de l'examen visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est proportionnée à la nature, au contenu et à l'effet de ces dispositions.

Les dispositions limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice sont accompagnées d'une explication qui est suffisamment détaillée pour permettre d'apprécier le respect du principe de proportionnalité.

Les motifs pour lesquels les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont jugées justifiées et proportionnées sont étayés par des éléments probants qualitatifs et, dans la mesure du possible et lorsque cela est pertinent, quantitatifs.

Le Collège réuni peut désigner un organisme indépendant chargé de rendre un avis sur les examens de proportionnalité.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Un examen de proportionnalité est fait afin de veiller à ce que les dispositions adoptées par la Commission communautaire commune limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice, et les modifications qu'ils apportent à de telles dispositions existantes, soient propres à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 2. À cette fin, avant l'adoption des dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, il est tenu compte des éléments suivants :

1° la nature des risques liés aux objectifs d'intérêt général poursuivis, en particulier les risques pour les bénéficiaires des services, en ce compris les consommateurs, pour les professionnels ou pour les tiers ;

2° la question de l'insuffisance de règles de nature spécifique ou plus générale déjà en vigueur, telles que celles prévues par la législation sur la sécurité des produits ou la législation relative à la protection des consommateurs, pour atteindre l'objectif poursuivi ;

De l'obligation vermeld in het eerste lid belet de bevoegde autoriteiten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie niet om in een latere fase eensluidend verklaarde afschriften te vragen als ze gegronde twijfels hebben en als dat strikt noodzakelijk is.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op het uitvoeren van een aanpassingsstage of een proeve van bekwaamheid.

§ 3. De proceduretermijnen vermeld in artikel 18, § 5, en artikel 33 beginnen te lopen op het moment waarop een burger een aanvraag of eventuele ontbrekende documenten bij de bevoegde autoriteit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie indient. Een verzoek om eensluidend verklaarde afschriften als vermeld in paragraaf 1 wordt niet als een verzoek om ontbrekende documenten beschouwd.

#### HOOFDSTUK 6. — *Evenredigheidsbeoordeling*

##### *Afdeling 1. — Non-discriminatie en rechtvaardiging uit doelstellingen van algemeen belang*

**Art. 40.** Voorafgaand aan het aannemen van nieuwe of het wijzigen van bestaande wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van geregelende beroepen beperken, zorgen de Ministers ervoor dat deze bepalingen direct noch indirect discriminerend zijn op grond van nationaliteit of woonplaats.

**Art. 41.** De Ministers zorgen ervoor dat de voorgenomen invoering of wijziging van wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van geregelende beroepen beperken gerechtvaardigd is uit hoofde van doelstellingen van algemeen belang.

De Ministers onderzoeken met name of de in het eerste lid bedoelde bepalingen objectief gerechtvaardigd zijn op grond van openbare orde, openbare veiligheid of volksgezondheid, dan wel op grond van dwingende redenen van algemeen belang.

Redenen van zuiver economische aard of zuiver administratieve aard vormen geen dwingende redenen van algemeen belang die een beperking van de toegang tot of de uitoefening van geregelende beroepen rechtvaardigen.

##### *Afdeling 2. — Evenredigheid en evenredigheidsbeoordeling*

**Art. 42.** Er wordt een evenredigheidsbeoordeling verricht, overeenkomstig deze ordonnantie, voorafgaand aan de invoering van nieuwe of de wijziging van bestaande wettelijke, verordenende of bestuursrechtelijke bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van geregelende beroepen beperken. De beoordeling wordt op objectieve en onafhankelijke wijze uitgevoerd.

De omvang van de in het eerste lid vermelde beoordeling is evenredig met de aard, de inhoud en de effecten van de bepalingen.

De bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van geregelende beroepen beperken worden vergezeld van een toelichting die voldoende gedetailleerd is om op basis hiervan de naleving van het evenredigheidsbeginsel te beoordelen.

De redenen waarom de in het eerste lid bedoelde bepalingen gerechtvaardigd en evenredig worden geacht, worden met kwalitatieve en, indien mogelijk en relevant, kwantitatieve elementen onderbouwd.

Het Verenigd College kan een onafhankelijk orgaan aanwijzen om advies uit te brengen betreffende de evenredigheidsbeoordeling.

**Art. 43.** § 1. Er wordt een evenredigheidsbeoordeling uitgevoerd teneinde erop toe te zien dat de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ingevoerde bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van een geregelend beroep beperken, en de wijzigingen die ten aanzien van dergelijke bestaande bepalingen worden aangebracht, geschikt zijn om de verwezenlijking van de nagestreefde doelstelling te waarborgen en niet verder gaan dan nodig is om die doelstelling te verwezenlijken.

§ 2. Daartoe wordt er, alvorens de in paragraaf 1 bedoelde bepalingen worden vastgesteld, rekening gehouden met :

1° de aard van de risico's die verbonden zijn aan de nagestreefde doelstellingen van algemeen belang, met name de risico's voor afnemers van diensten, met inbegrip van consumenten, voor beroepsbeoefenaars of voor derden ;

2° de vraag of bestaande voorschriften van specifieke of meer algemene aard, zoals die welke zijn neergelegd in het recht inzake productveiligheid of het consumentenrecht, ontoereikend zijn om de nagestreefde doelstelling te bereiken ;

3° le caractère approprié des dispositions pour atteindre l'objectif poursuivi, et la question de savoir si ces dispositions répondent véritablement au souci d'atteindre cet objectif d'une manière cohérente et systématique et répondent donc aux risques répertoriés de façon similaire pour des activités comparables ;

4° l'incidence sur la libre circulation des personnes et des services au sein de l'Union européenne, sur le choix des consommateurs et sur la qualité du service fourni ;

5° la possibilité de recourir à des moyens moins restrictifs pour atteindre l'objectif d'intérêt général ; et en particulier lorsque les dispositions sont uniquement justifiées par la protection des consommateurs et que les risques répertoriés sont limités à la relation entre le professionnel et le consommateur et n'affectent donc pas négativement des tiers, la possibilité d'atteindre cet objectif par des moyens qui sont moins restrictifs que le fait de réserver des activités ;

6° l'effet des dispositions nouvelles ou modifiées, lorsqu'elles sont conjuguées à d'autres dispositions limitant l'accès à la profession ou son exercice, et notamment la manière dont les dispositions nouvelles ou modifiées, conjuguées à d'autres exigences, contribuent à la réalisation du même objectif d'intérêt général, ainsi que la question de savoir si elles sont nécessaires à la réalisation de cet objectif.

§ 3. Il est également tenu compte des éléments suivants lorsqu'ils sont pertinents pour la nature et le contenu des dispositions qui sont introduites ou modifiées :

1° la correspondance entre la portée des activités couvertes par une profession ou réservées à celle-ci et la qualification professionnelle requise ;

2° la correspondance entre la complexité des tâches concernées et la nécessité que ceux qui les effectuent disposent de qualifications professionnelles déterminées, notamment en ce qui concerne le niveau, la nature et la durée de la formation ou de l'expérience requises ;

3° la possibilité d'acquérir la qualification professionnelle par différents moyens ;

4° la question de savoir si les activités réservées à certaines professions peuvent être partagées ou non avec d'autres professions, et pour quel motif ;

5° le degré d'autonomie dans l'exercice d'une profession réglementée et l'incidence des modalités d'organisation et de supervision sur la réalisation de l'objectif poursuivi, en particulier lorsque les activités liées à une profession réglementée sont exercées sous le contrôle et la responsabilité d'un professionnel dûment qualifié ;

6° l'évolution de la technique et le progrès scientifique, qui peuvent effectivement réduire ou accroître l'asymétrie d'information entre les professionnels et les consommateurs.

§ 4. Aux fins du paragraphe 2, 6°, l'effet positif ou négatif des dispositions nouvelles ou modifiées est évalué lorsqu'elles sont conjuguées à une ou plusieurs des exigences suivantes :

1° activités réservées, titre professionnel protégé ou toute autre forme d'exigence prévue par une disposition réglementant une profession ;

2° obligations de suivre une formation professionnelle continue ;

3° dispositions en matière d'organisation de la profession, d'éthique professionnelle et de supervision ;

4° affiliation obligatoire à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel et systèmes d'inscription ou d'autorisation, notamment lorsque ces exigences impliquent la possession d'une qualification professionnelle déterminée ;

5° restrictions quantitatives, notamment les exigences limitant le nombre d'autorisations d'exercer ou fixant un nombre minimal ou maximal de travailleurs, de gestionnaires ou de représentants titulaires de qualifications professionnelles déterminées ;

6° exigences particulières en matière de forme juridique ou exigences liées à la détention du capital ou à la gestion d'une entreprise, dans la mesure où ces exigences sont directement liées à l'exercice de la profession réglementée ;

7° restrictions territoriales, y compris lorsque la profession est réglementée dans des parties de la Belgique d'une façon qui diffère de celle dont elle est réglementée dans d'autres parties ;

3° de geschiktheid van de bepalingen om het nagestreefde doel te bereiken en de vraag of zij daadwerkelijk op coherente en stelselmatige wijze aan die doelstelling beantwoordt en dus gericht is op de risico's die op soortgelijke wijze als bij vergelijkbare activiteiten zijn vastgesteld ;

4° de effecten op het vrije verkeer van personen en diensten in de Europese Unie, op de keuzemogelijkheden voor de consument en op de kwaliteit van de dienstverlening ;

5° de mogelijkheid gebruik te maken van minder beperkende maatregelen om de doelstelling van algemeen belang te bereiken ; en met name wanneer de bepalingen alleen worden gerechtvaardigd door de bescherming van consumenten en wanneer de vastgestelde risico's uitsluitend verband houden met de verhouding tussen de beroepsbeoefenaar en de consument en derhalve geen negatieve gevolgen hebben voor derden, of de doelstelling kan worden bereikt door middel van minder beperkende middelen dan het voorbehouden van activiteiten ;

6° het effect van nieuwe of gewijzigde bepalingen, in combinatie met andere bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van het beroep beperken, en met name de vraag hoe de nieuwe of de gewijzigde bepalingen, in combinatie met andere vereisten, bijdragen tot het bereiken van dezelfde doelstelling van algemeen belang en of ze daarvoor noodzakelijk zijn.

§ 3. Er wordt ook aandacht besteed aan de volgende elementen, indien relevant voor de aard en de inhoud van de bepalingen die worden ingevoerd of gewijzigd :

1° het verband tussen de omvang van de activiteiten die onder een beroep vallen of daaraan zijn voorbehouden en de vereiste beroepskwalificatie ;

2° het verband tussen de complexiteit van de taken in kwestie en de noodzaak dat degenen die ze uitvoeren over specifieke beroepskwalificaties beschikken, met name wat betreft het niveau, de aard en de duur van de vereiste opleiding of ervaring ;

3° de mogelijkheid om de beroepskwalificatie via alternatieve trajecten te verkrijgen ;

4° de vraag of en waarom de aan bepaalde beroepen voorbehouden activiteiten al dan niet met andere beroepen kunnen worden gedeeld ;

5° de mate van zelfstandigheid bij de uitoefening van een gereguleerd beroep en de gevolgen van organisatorische en toezichtregelingen voor de verwezenlijking van de nagestreefde doelstelling, in het bijzonder wanneer de met een gereguleerd beroep verband houdende activiteiten worden uitgeoefend onder toezicht en verantwoordelijkheid van een naar behoren gekwalificeerde beroepsbeoefenaar ;

6° de wetenschappelijke en technologische ontwikkelingen die de asymmetrie van informatie tussen beroepsbeoefenaars en consumenten daadwerkelijk kunnen verkleinen of vergroten.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 2, 6° wordt het positief of negatief effect van de nieuwe of gewijzigde bepaling beoordeeld wanneer die wordt gecombineerd met een of meer van de volgende vereisten :

1° voorbehouden activiteiten, beschermde beroepstitel of iedere andere vorm van vereiste voorzien door een bepaling ter reglementering van een beroep ;

2° verplichtingen om een opleiding inzake permanente beroepsontwikkeling te volgen ;

3° regels betreffende de organisatie van het beroep, beroepsethiek en toezicht ;

4° verplicht lidmaatschap van een beroepsorganisatie of -orgaan alsmede registratie- of vergunningsregelingen, met name wanneer die vereisten het bezit van een specifieke beroepskwalificatie impliceren ;

5° kwantitatieve beperkingen, met name vereisten op grond waarvan het aantal vergunningen voor de uitoefening van een beroep beperkt dan wel een minimum- of maximumaantal werknemers, leidinggevenden of vertegenwoordigers in het bezit van specifieke beroepskwalificaties wordt vastgesteld ;

6° specifieke vereisten inzake rechtsvorm of vereisten die verband houden met de deelneming in of het bestuur van een onderneming, voor zover deze vereisten rechtstreeks gekoppeld zijn aan de uitoefening van het gereguleerde beroep ;

7° territoriale beperkingen, met inbegrip van het geval waarbij het beroep in delen van België anders is gereguleerd dan in andere delen ;



8° exigences limitant l'exercice d'une profession réglementée conjointement ou en partenariat, et règles d'incompatibilité ;

9° exigences concernant la couverture d'assurance ou d'autres moyens de protection personnelle ou collective concernant la responsabilité professionnelle ;

10° exigences en matière de connaissances linguistiques, dans la mesure nécessaire à l'exercice de la profession ;

11° exigences en matière de tarifs fixes minimaux et/ou maximaux ;

12° exigences en matière de publicité.

§ 5. Avant d'introduire de nouvelles dispositions ou de modifier des dispositions existantes limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice, la conformité avec le principe de proportionnalité des exigences spécifiques relatives à la prestation temporaire ou occasionnelle de services, prévues au chapitre 2 de la présente ordonnance, est également garantie par, notamment :

1° l'inscription temporaire automatique ou l'adhésion pro forma à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel, prévue par l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, a) ;

2° une déclaration préalable conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, la fourniture de documents exigés conformément à l'article 18, § 2, ou toute autre exigence équivalente ;

3° le versement d'une redevance ou des frais requis pour les procédures administratives, liés à l'accès à des professions réglementées ou à leur exercice, à la charge du prestataire de services.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe ne s'applique pas aux mesures destinées à garantir le respect des conditions de travail et d'emploi appliquées conformément au droit de l'Union européenne.

§ 6. Lorsque les dispositions limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice concernent la réglementation de professions de santé et ont une implication pour la sécurité des patients, il est tenu compte dans l'examen de proportionnalité de l'objectif de garantir un haut degré de protection de la santé humaine.

### Section 3. — Information, suivi et transparence

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Information et participation des parties prenantes

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Avant d'introduire de nouvelles dispositions ou de modifier des dispositions existantes limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice, l'information est mise, par les moyens appropriés, à la disposition des citoyens, des bénéficiaires de services et des autres parties concernées, y compris celles qui ne sont pas membres de la profession concernée.

§ 2. Toutes les parties concernées sont dûment associées et la possibilité d'exprimer leur point de vue leur est donnée. Lorsque cela est pertinent et approprié, des consultations publiques sont menées.

#### Sous-section 2. — Suivi

**Art. 45.** Après leur adoption, la conformité des dispositions, nouvelles ou modifiées, limitant l'accès à des professions réglementées ou leur exercice avec le principe de proportionnalité, sera contrôlée. À cette fin, il est dûment tenu compte de l'évolution de la situation depuis l'adoption des dispositions concernées.

#### Sous-section 3 – Transparence

**Art. 46.** Les raisons pour lesquelles des dispositions, une fois examinées conformément à la présente ordonnance, sont considérées comme justifiées et proportionnées, sont accompagnées des dispositions, communiquées à la Commission européenne conformément à l'article 59, paragraphe 5, de la directive. Ces raisons sont également consignées dans la base de données des professions réglementées visée à l'article 59, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive.

8° vereisten op grond waarvan het gezamenlijk of in partnerschap uitoefenen van een gereguleerd beroep wordt beperkt, alsmede incompatibiliteitsregels ;

9° vereisten inzake verzekering of andere individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid ;

10° vereisten inzake talenkennis, voor zover nodig voor de uitoefening van het beroep ;

11° vereisten inzake vaste minimum- en/of maximumtarieven ;

12° vereisten inzake reclame.

§ 5. Daarnaast wordt ook, alvorens nieuwe bepalingen worden ingevoerd of bestaande bepalingen worden gewijzigd, die de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen beperken, de conformiteit met het evenredigheidsbeginsel van specifieke vereisten met betrekking tot de tijdelijke of incidentele verrichting van diensten gewaarborgd, zoals bedoeld in hoofdstuk 2 van deze ordonnantie, waaronder :

1° automatische tijdelijke registratie bij of pro-formalidmaatschap van een beroepsorganisatie of -orgaan, zoals bedoeld in artikel 17, lid 1, a) ;

2° een van tevoren af te leggen verklaring op grond van artikel 18, § 1, documenten die vereist zijn op grond van artikel 18, § 2, of iedere ander equivalent vereiste ;

3° de betaling van een vergoeding of van kosten voor administratieve procedures, die verband houdt of houden met de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen en die voor rekening komt of komen van de dienstverrichter.

Het eerste lid van de huidige paragraaf is niet van toepassing op maatregelen die zijn ontworpen om de conformiteit te waarborgen met de toepasselijke arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden die overeenkomstig het recht van Europese Unie worden toegepast.

§ 6. Indien de bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen beperken, betrekking hebben op de reglementering van beroepen in de gezondheidszorg en gevolgen hebben voor de veiligheid van de patiënt, wordt in de evenredigheidsbeoordeling rekening gehouden met de doelstelling te zorgen voor een hoog niveau van bescherming van de menselijke gezondheid.

### Afdeling 3. — Informatie, toezicht en transparantie

#### Onderafdeling 1. — Informatie en participatie van de betrokken partijen

**Art. 44.** § 1. Alvorens nieuwe bepalingen worden ingevoerd of bestaande bepalingen worden gewijzigd, die de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen beperken, wordt via daartoe geëigende middelen informatie beschikbaar gesteld aan burgers, afnemers van diensten en andere relevante belanghebbenden, met inbegrip van degenen die geen beoefenaars zijn van het betrokken beroep.

§ 2. Er wordt op gepaste wijze overlegd met alle betrokken partijen en er wordt hen de gelegenheid gegeven hun standpunten kenbaar te maken. In voorkomend geval en voor zover gepast, worden openbare raadplegingen gehouden.

#### Onderafdeling 2. — Toezicht

**Art. 45.** Er wordt, na de aanneming van nieuwe of gewijzigde bepalingen die de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen beperken, gecontroleerd of deze bepalingen in overeenstemming zijn met het evenredigheidsbeginsel. Daartoe wordt naar behoren rekening gehouden met de ontwikkelingen die zich sinds de vaststelling van desbetreffende bepalingen hebben voorgedaan.

#### Onderafdeling 3. — Transparantie

**Art. 46.** De redenen op grond waarvan de overeenkomstig deze ordonnantie beoordeelde bepalingen gerechtvaardigd en evenredig worden geacht, worden samen met die bepalingen op grond van artikel 59, lid 5, van de richtlijn aan de Europese Commissie meegedeeld. Deze redenen worden eveneens opgenomen in de databank met gereguleerde beroepen zoals bedoeld in artikel 59, lid 1 van de richtlijn.

CHAPITRE 7. — *Disposition finale*

**Art. 47.** Le Collège réuni peut apporter des modifications aux annexes de la présente ordonnance afin de les conformer aux futures modifications de la législation européenne.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 mai 2021.

La Membre du Collège réuni,  
en charge de l'Action sociale et de la Santé,  
E. VAN DEN BRANDT

Le Membre du Collège réuni,  
en charge de l'Action sociale et de la Santé,  
A. MARON

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,  
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
S. GATZ

Le Membre du Collège réuni, en charge des Prestations familiales,  
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
B. CLERFAYT

---

Note

Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 2020-2021

B-70/1 Projet d'ordonnance

B-70/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du mercredi 12 mai 2021

---

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepaling*

**Art. 47.** Het Verenigd College kan de bijlagen bij deze ordonnantie wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met toekomstige aanpassingen van de Europese regelgeving.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 mei 2021.

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,  
E. VAN DEN BRANDT

Het Lid van het Verenigd College,  
bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,  
A. MARON

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen,  
Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,  
S. GATZ

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen,  
Begroting, Openbaar Ambt en Externe betrekkingen,  
B. CLERFAYT

---

Nota

Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 2020-2021

B-70/1 Ontwerp van ordonnantie

B-70/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van woensdag 12 mei 2021

---

**Annexes****Annexe 1**

Liste d'associations ou organisations professionnelles

IRLANDE<sup>(1)</sup>

1. The Institute of Chartered Accountants in Ireland<sup>(2)</sup>
2. The Institute of Certified Public Accountants in Ireland<sup>(2)</sup>
3. The Association of Certified Accountants<sup>(2)</sup>
4. Institution of Engineers of Ireland
5. Irish Planning Institute

## ROYAUME-UNI

1. Institute of Chartered Accountants in England and Wales
2. Institute of Chartered Accountants of Scotland
3. Institute of Chartered Accountants in Ireland
4. Chartered Association of Certified Accountants
5. Chartered Institute of Loss Adjusters
6. Chartered Institute of Management Accountants
7. Institute of Chartered Secretaries and Administrators
8. Chartered Insurance Institute
9. Institute of Actuaries
10. Faculty of Actuaries
11. Chartered Institute of Bankers
12. Institute of Bankers in Scotland
13. Royal Institution of Chartered Surveyors
14. Royal Town Planning Institute
15. Chartered Society of Physiotherapy
16. Royal Society of Chemistry
17. British Psychological Society
18. Library Association
19. Institute of Chartered Foresters
20. Chartered Institute of Building
21. Engineering Council
22. Institute of Energy
23. Institution of Structural Engineers
24. Institution of Civil Engineers
25. Institution of Mining Engineers

(1) Des ressortissants irlandais sont aussi membres des associations ou organisations suivantes du Royaume-Uni :

- Institute of Chartered Accountants in England and Wales
- Institute of Chartered Accountants of Scotland
- Institute of Actuaries
- Faculty of Actuaries
- The Chartered Institute of Management Accountants
- Institute of Chartered Secretaries and Administrators
- Royal Town Planning Institute
- Royal Institution of Chartered Surveyors
- Chartered Institute of Building.

(2) Aux fins de la seule activité de la vérification des comptes.

**Bijlagen****Bijlage 1**

Lijst van beroepsverenigingen of -organisaties

IERLAND<sup>(1)</sup>

1. The Institute of Chartered Accountants in Ireland<sup>(2)</sup>
2. The Institute of Certified Public Accountants in Ireland<sup>(2)</sup>
3. The Association of Certified Accountants<sup>(2)</sup>
4. Institution of Engineers of Ireland
5. Irish Planning Institute

## VERENIGD KONINKRIJK

1. Institute of Chartered Accountants in England and Wales
2. Institute of Chartered Accountants of Scotland
3. Institute of Chartered Accountants in Ireland
4. Chartered Association of Certified Accountants
5. Chartered Institute of Loss Adjusters
6. Chartered Institute of Management Accountants
7. Institute of Chartered Secretaries and Administrators
8. Chartered Insurance Institute
9. Institute of Actuaries
10. Faculty of Actuaries
11. Chartered Institute of Bankers
12. Institute of Bankers in Scotland
13. Royal Institution of Chartered Surveyors
14. Royal Town Planning Institute
15. Chartered Society of Physiotherapy
16. Royal Society of Chemistry
17. British Psychological Society
18. Library Association
19. Institute of Chartered Foresters
20. Chartered Institute of Building
21. Engineering Council
22. Institute of Energy
23. Institution of Structural Engineers
24. Institution of Civil Engineers
25. Institution of Mining Engineers

(1) Ierse onderdanen zijn eveneens lid van de volgende verenigingen of organisaties in het Verenigd Koninkrijk :

- Institute of Chartered Accountants in England and Wales
- Institute of Chartered Accountants of Scotland
- Institute of Actuaries
- Faculty of Actuaries
- The Chartered Institute of Management Accountants
- Institute of Chartered Secretaries and Administrators
- Royal Town Planning Institute
- Royal Institution of Chartered Surveyors
- Chartered Institute of Building.

(2) Uitsluitend voor de controle van rekeningen.



26. Institution of Mining and Metallurgy
27. Institution of Electrical Engineers
28. Institution of Gas Engineers
29. Institution of Mechanical Engineers
30. Institution of Chemical Engineers
31. Institution of Production Engineers
32. Institution of Marine Engineers
33. Royal Institution of Naval Architects
34. Royal Aeronautical Society
35. Institute of Metals
36. Chartered Institution of Building Services Engineers
37. Institute of Measurement and Control
38. British Computer Society

26. Institution of Mining and Metallurgy
27. Institution of Electrical Engineers
28. Institution of Gas Engineers
29. Institution of Mechanical Engineers
30. Institution of Chemical Engineers
31. Institution of Production Engineers
32. Institution of Marine Engineers
33. Royal Institution of Naval Architects
34. Royal Aeronautical Society
35. Institute of Metals
36. Chartered Institution of Building Services Engineers
37. Institute of Measurement and Control
38. British Computer Society

**Annexe 2**  
**Activités liées aux catégories**  
**d'expérience professionnelle**

**Liste I**

Classes couvertes par la directive 64/427/CEE, telle que modifiée par la directive 69/77/CEE, et par les directives 68/366/CEE et 82/489/CEE

- 1 Directive 64/427/CEE
- 2 Directive 68/366/CEE
- 3 Directive 82/489/CEE

**Liste II**

Classes couvertes par les directives 75/368/CEE, 75/369/CEE et 82/470/CEE

- 1 Directive 75/368/CEE (activités prévues à l'article 5, paragraphe 1)
- 2 Directive 75/369/CEE (article 6 : lorsque l'activité est considérée comme industrielle ou artisanale)
- 3 Directive 82/470/CEE (article 6, paragraphes 1<sup>er</sup> et 3)

**Liste III**

Directives 64/222/CEE, 68/364/CEE, 68/368/CEE, 75/368/CEE, 75/369/CEE, 70/523/CEE et 82/470/CEE

- 1 Directive 64/222/CEE
- 2 Directive 68/364/CEE
- 3 Directive 68/368/CEE
- 4 Directive 75/368/CEE (article 7)
- 5 Directive 75/369/CEE (article 5)
- 6 Directive 70/523/CEE
- 7 Directive 82/470/CEE (article 6, paragraphe 2)

**Bijlage 2**  
**Werkzaamheden die verband houden**  
**met de beroepservaringscategorieën**

**Lijst I**

Klassen die vallen onder Richtlijn 64/427/EEG, zoals gewijzigd bij Richtlijn 69/77/EEG, en onder de Richtlijnen 68/366/EEG en 82/489/EEG

- 1 Richtlijn 64/427/EEG
- 2 Richtlijn 68/366/EEG
- 3 Richtlijn 82/489/EEG

**Lijst II**

Klassen die vallen onder de Richtlijnen 75/368/EEG, 75/369/EEG en 82/470/EEG

- 1 Richtlijn 75/368/EEG (activiteiten bedoeld in artikel 5, lid 1)
- 2 Richtlijn 75/369/EEG (artikel 6 : indien de werkzaamheid als een industriële of ambachtelijke activiteit wordt beschouwd)
- 3 Richtlijn 82/470/EEG (artikel 6, leden 1 en 3)

**Lijst III**

Richtlijnen 64/222/EEG, 68/364/EEG, 68/368/EEG, 75/368/EEG, 75/369/EEG, 70/523/EEG en 82/470/EEG

- 1 Richtlijn 64/222/EEG
- 2 Richtlijn 68/364/EEG
- 3 Richtlijn 68/368/EEG
- 4 Richtlijn 75/368/EEG (artikel 7)
- 5 Richtlijn 75/369/EEG (artikel 5)
- 6 Richtlijn 70/523/EEG
- 7 Richtlijn 82/470/EEG (artikel 6, lid 2)

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/41574]

#### Personnel. — Mobilité

Par arrêté royal du 25 avril 2021, Monsieur Axel HERMANS, agent de l'Etat dans la classe A1 au Service Public Fédéral Economie, est transféré, par mobilité fédérale, dans une fonction de la classe A1 avec le titre d'attaché au Service Public Fédéral Intérieur, dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/41574]

#### Personeel. — Mobiliteit

Bij koninklijk besluit van 25 april 2021 wordt de heer Axel HERMANS, rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Economie, via federale mobiliteit overgeplaatst in een betrekking van de klasse A1, met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1ste maart 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/41723]

#### Nomination. — Erratum

À la page 53096 du *Moniteur belge* du 21 mai 2021 (éd. 2), il y a lieu de lire dans la communication en néerlandais de l'arrêté royal du 19 mai 2021 par lequel M. Jannie Haek est nommé administrateur délégué de la société anonyme de droit public Loterie Nationale:

- « gedelegeerd bestuurder » au lieu de « gelegeerd bestuurder ».

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/41723]

#### Benoeming. — Erratum

Op bladzijde 53096 van het *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 2021 (ed. 2), dient men in de mededeling van het koninklijk besluit van 19 mei 2021 waarbij de heer Jannie Haek wordt benoemd tot gedelegeerd bestuurder van de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Loterij, te lezen:

- "gedelegeerd bestuurder" in plaats van "gelegeerd bestuurder".